

PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

ZONES HORS-CONTRÔLE ET « POLITIQUE DE LA VILLE »



**Une étude de Xavier Raufer
pour la Fondation Patriots for Europe**

2020

Zones hors-contrôle et «Politique de la ville »

Novembre 2020

TEXTE ET RECHERCHE - ORIGINAUX

Introduction ¹

Qu'il existe en France métropolitaine des quartiers entiers échappant d'usage à l'autorité de l'État est indéniable. Mais rares sont les témoignages aussi forts que celui de Didier Daeninckx, communiste genre nostalgique, quand il montre quel périlleux cloaque est devenu « sa » banlieue rouge. Témoignage d'autant plus frappant qu'il retrouve parfois les accents d'un Jules Vallès. Présentons-en donc d'abord des extraits.

QUESTIONS À UN EX-CAMARADE « La raison pour laquelle ses amis, ses camarades, dans leur projet de reconquête de la ville, leur ville, recrutaient parmi les voyous, les dealers d'herbe et de cocaïne... Garage municipal : saisie de onze kilos de cocaïne, d'armes de guerre dont une Kalachnikov, des bijoux, gilets pare-balles, et plusieurs dizaines de milliers d'euros ».

ÉQUIPES MUNICIPALES CORROMPUES « Le langage révolutionnaires qu'elles affectionnent, la revendication mille fois martelée du vivre-ensemble, ne sont que des oripeaux, un bruit de fond tout juste destiné à recouvrir des pratiques contraires... Dans ces villes ghettoisées pour partie par le clientélisme, les arrangements communautaires, la misère n'a cessé de prospérer. On y évalue aujourd'hui à près de 50% la part des habitants qui vivent sous le seuil de pauvreté, alors que la moyenne nationale flirte avec les 15% - trois fois moins. »

MISÈRE SOCIALE, VIOLENCE SOCIALE « Les rats prolifèrent dans les rues, les rares espaces verts... Depuis la rentrée des classes, chaque matin, les familles font la chaîne pour interdire l'entrée de la maternelle aux dealers qui en ont fait l'un de leurs repaires. On vient de trouver des armes, de la came, dans le faux plafond de l'antenne-jeunesse... Dans les poches de misère, quand le système politique faillit, la violence s'ouvre à la sauvagerie ».

POURQUOI CE DÉSASTRE ? « Des territoires entiers, des poches de relégation, vivent en équilibre précaire et les cales qui permettent à l'édifice de ne pas s'effondrer ont pour nom clientélisme, corruption, trafic de toutes substances, communautarisme ».

OÙ EST L'ÉTAT ? QUE FAIT-IL ? « Ici, les services de l'État ont été défaillants pendant plus de trente ans, on a envoyé au casse-pipe des fonctionnaires débutants, les effectifs de toutes les structures régaliennes étaient sous-dimensionnées, on cachait la disette généralisée derrière les rénovations spectacularisées des quartiers ».

¹ Didier Daeninckx « Municipales, banlieue naufragée », Février 2020 - Tract Gallimard N°13 - *Actu Toulouse* - 27/04/2020 « Toulouse - blessé par balles, il se fait rouler dessus : un homme très grièvement blessé » - *L'Express* - 12/03/2020 « Un Français sur quatre est témoin du trafic et de la consommation de drogue ».

Même pour qui est politiquement loin de D. Daeninckx - quand même, quel implacable et impeccable diagnostic. Confirmons-le par deux préliminaires coups de projecteur :

TRAFICS DE STUPÉFIANTS À CIEL OUVERT - Selon L'ONDRP, dans les 12 derniers mois, 25% des Français de plus de 14 ans ont été témoins de trafic de drogues ou de toxicomanie active (injections, etc.) dans leur quartier ou village (38%, souvent ; 37%, parfois ; 25%, rarement). De 2012 à 2020, cette proportion a bondi de + 34%. Dans les « quartiers sensibles », selon la bienséance officielle, la proximité des drogues et trafics est de 52 %, plus du double de la moyenne nationale. Pour tous ces témoins :

- Des toxicomanes ou dealers occupent des zones proches de chez eux, 69%,
- Vue directs de trafic de stupéfiants, 48%,
- Présences de seringues au sol, 38%.

18% subissent ensemble les trois nuisances susmentionnées.

9% des Français de plus de 14 ans, ± 4,8 millions d'individus, vivent dans ce milieu toxique.

Coïncidence ? La population des « quartiers sensibles » est estimée à ± 5 millions d'habitants ².

DANS LA FRANCE SAUVAGE - règlement de comptes parmi d'autres, quartier Croix-Daurade ³ au nord de Toulouse. Des témoins racontent : surgissant d'une AUDI A3, deux hommes tirent sur la victime de 28 ans (9 douilles au sol) ; en même temps, le chauffeur de la voiture (ensuite incendiée) écrase, en roulant d'avant en arrière, celui qui agonise au sol.

² <https://sig.ville.gouv.fr/atlas/ZUS>

³ Le règlement de compte décrit est le 3^e en trois jours à Toulouse. Fait exceptionnel ? Non : notre base documentaire contient hélas des centaines d'atrocités analogues, de fréquence hebdomadaire, voire quasi-quotidienne, dans les zones hors-contrôle de la France métropolitaine.

I - LÀ, ET NULLE PART AILLEURS : LA FRANCE SAUVAGE

[*** Piège pour la police de la pensée : si y'en a un qui couine, je lui présente un joli livre de m'sieu Kouchner (alors gauchiste-mao) intitulé... *La France Sauvage* ; puis lui demande gentiment qui a le droit d'user de la formule, et qui délivre les autorisations...]

Cette première partie est descriptive et analytique ; elle vise à diagnostiquer la situation réelle des quartiers et cités, formant ensemble les zones hors-contrôle :

- D'abord, la situation réelle des quelque 5 millions d'habitants de ces zones,
- Puis la description de cette France sous tutelle criminelle et des émeutes qui trop souvent, y éclatent - alors qu'on ne recense d'analogues exactions quasiment nulle part ailleurs, dans le pays sous contrôle légitime des institutions de l'État,
- Enfin, des faits inquiétants et symptomatiques sur la durable incapacité des cadres supérieurs du ministère de l'Intérieur à *comprendre* la réalité de ces zones hors-contrôle - donc d'y faire régner l'ordre et la loi ; et du déni de l'essentiel de la classe politique et des médias devant le chaos perturbant ces mêmes zones.

1 - Les habitants des zones hors-contrôle, terrifiés et abandonnés ⁴

De cela, quelques exemples, parmi littéralement des milliers d'autres.

À l'ouest de Nîmes, le quartier Pissevin, ZUP fondée en 1961, 7 500 logements, quelque 13 000 habitants, 70% sous le seuil de pauvreté - si bien sûr, on ignore sa pourtant florissante économie souterraine. Un commissariat laissé à l'abandon. Un crime est commis ? Contacter l'antenne nîmoise de la PJ de Montpellier, ville sise à une heure de voiture. Depuis 2016, des bandes rivales de narcotrafiquants s'y affrontent à l'arme de guerre, en des fusillades quasi-quotidiennes ; après quoi, le sol est jonché de dizaines d'étuis calibre 7.62, celui du fusil d'assaut kalachnikov. La population n'en peut plus. Son porte-parole appelle au secours. Un dangereux boutefeu ? Non : Ali K. voudrait simplement voir « rétablir l'ordre républicain ». Pissevin est bien sûr un ronflant « Quartier de reconquête républicaine » ; nomination qui pour l'heure, tient du cataplasme médiatique.

Début 2020 à Vitry-sur-Seine, cité « Commune-de-Paris », 6 000 habitants : deux dealers de 22 ans, connus de la police et de la justice, pensent qu'une habitante du lieu et son frère leur ont « volé leur drogue » et exigent d'eux un énorme remboursement - du pur racket. La jeune malienne-française de 27 ans est braquée à l'arme de poing en pleine rue devant ses deux enfants de 4 et 5 ans et battue (nez cassé, lèvre ouverte) ; son frère est deux fois séquestré et battu. Comme d'usage dès qu'il s'agit d'une « cité sensible » et quoi qu'il s'agisse d'une femme africaine d'origine, antiracistes et féministes sont aux abonnés absents,.

Nord, près de Lille. Alcoolique, toxicomane et violente, une femme de 26 ans (18 mentions à son casier judiciaire) exige de ses voisins qu'ils paient un péage de 5 euros... Pour rentrer chez eux. S'ils refusent, ils sont frappés, ou la furie leur vole leurs portables.

Quartier Gassicourt à Mantes-la-Jolie, deux maghrébins SDF se disant âgés de 15 et 16 ans et armés de couteaux, frappent les habitants et menacent de les égorger. Ils multiplient aussi les braquages à domicile, volant tout ce qui leur tombe sous la main.

Corbeil, cité des Tarterêts, 2 000 logements des tours de l'avenue Léon-Blum sont affectés à des migrants ; des foyers ou - jolie fécondité sémantique de bureaucrates allergiques aux mots

⁴ *Le Parisien* - 19/02/2020 « Les quartiers sensibles, zones de danger pour les migrants ? » - *La Voix du Nord* - 4/02/2020 « Une jeune femme frappée après avoir refusé de payer pour rentrer chez elle » - *Le Parisien* - 29/01/2020 « Le supplice d'une mère de famille harcelée par des dealers » - *Le Parisien* - 22/01/2020 « Les marginaux semaient la peur dans le quartier Gassicourt ».

qui fâchent - des « logements diffus » - lire squats. Or dans ces taudis imprécis, les migrants sont rackettés et lynchés par les gangs du secteur. La solidarité entre « damnés de la terre » ? Un canular pour bobos.

Ainsi de suite pour bon nombre des quelque 5 millions d'habitants des zones hors-contrôle de la France métropolitaine ; contraints, bien malgré eux, de subir diverses tutelles criminelles.

2 - Bref tour de la France sous tutelle criminelle

Le lecteur concevra d'abord que cette interminable litanie d'actes criminels ne concerne pas 95% du territoire de la France métropolitaine, mais advient la plupart du temps, sinon toujours, dans les zones hors-contrôle de la périphérie des métropoles et désormais, de quelques villes moyennes, soit moins de 5% du territoire français. Un chaos provoqué par des clans criminels et des gangs juvéniles, terrifiant bon nombre des habitants de cette « France sauvage », leur laissant une seule idée en tête : fuir ce cauchemar dès que possible.

Ci-après, quelques exemples de cités hors-contrôle. De ce genre, la France métropolitaine en compte quelque deux cents : les pires de toutes ⁵. Ces isolats de la France sauvage comptent plusieurs centaines de milliers d'habitants, abandonnés aux caïds et salafistes. Bien entendu, ces malheureux habitants sont en majorité issus de l'immigration - et d'évidence, la moitié d'entre eux sont des femmes ; or leur terrible et durable détresse laisse dans le plus souverain dédain les antiracistes-monochromes et les féministes-*Vogue-Fashion*.

HELLEMMES-LILLE (59) Quartiers de l'Épine et Dombrowski ⁶ Feux de poubelles à répétition... Extincteurs vidés dans les sous-sols... barbecues sauvages...squat des parties communes et des parkings des occupants... racket, drogue et insalubrité... Les gens ne sortent plus le soir. Voitures incendiées... Plus de commerces : « si on veut une boîte d'allumettes, il faut prendre la voiture ». les habitants sont « excédés par la situation et le laxisme de la commune ». Bienvenue dans la France sauvage.

REIMS (51) Quartiers Orgeval et Croix-Rouge ⁷ - Zone de violences urbaines récurrentes, combats de rue à répétition, lynchages à la batte de baseball et tentatives d'homicide à l'arme automatique, blessés en nombre lors des attaques et des « match retour », trafic de stupéfiants aussi massif que bien visible, etc. Omerta bien sûr en cas d'arrestation. ,,

TRAPPES (78) Quartier des Merisiers ⁸ - Un dédale de petits immeubles, jonché d'épaves de voitures, où prédomine l'économie souterraine. Quartier de reconquête républicaine bien sûr,

⁵ Voir en annexe, p... Classement des « quartiers sensibles » par départements, en France métropolitaine (Renseignement Territorial + divers services de police - tenu à jour depuis avril 2015).

⁶ *La Voix du Nord* - 21/01/2020 « Quartiers de l'Épine et de Dombrowski, ils rêvent de la même vie que les autres ».

⁷ *L'Union* - 13/02/2020 « La sécurité, un pari à 9 contre 1 ».

⁸ *Le Figaro* - 7/02/2020 « À Trappes, la police au cœur d'une cité pour l'aider à conjurer ses démons » - France 2 - 11/02/2020 « À Chanteloup-les-Vignes, ex-Chicago en Yvelines, un noyau dur de délinquance résiste à la rénovation urbaine ».

depuis mars 2018. Seul résultat tangible de l'opération cosmétique ? Les violences à agents y ont bondi de + 22% en 2019. Toutes les caves du secteur sont condamnées ; la plupart des digicodes détruits. Une serrure subsiste ? Elle a été changée par des dealers pour faciliter leurs trafics. Les salafistes sont aussi présents : le voisinage des Merisiers a ainsi surnommé le secteur le « Trappistan ». Depuis plus d'une décennie les émeutes et attaques de policiers s'y multiplient : 14 juillet... Nouvel an... Halloween... Football (Mondial, Coupe d'Afrique...). Le trafic de stupéfiants est omniprésent dans le quartier, y déclenchant de répétitives guerres de gangs. Selon le renseignement territorial, les caïds des Merisiers sont parmi les 10 principaux importateurs de cannabis en France.

Même département et même registre : La Noé, à Chanteloup-les-Vignes, vaste « repaire des trafiquants, zone de non-droit où les dealers défendent leur territoire ». Une zone criminelle libérée « interdite au maire, à ses adjoints et aux journalistes ». Journalistes interdits ? Là encore, silence-radio des sourcilleux défenseurs de la liberté de la presse.

BESANÇON (25) La France sauvage n'est pas qu'au sud du pays et en Île-de-France. Quartier Planoise⁹ - À 5 km. du centre-ville, ± 18 000 habitants, 20% au RSA (Besançon même : 8%) et 32% de moins de 20 ans, 8 500 logements, sociaux à 65%. La « diversité » dans toute sa splendeur : 42 nationalités différentes à Planoise. Longtemps dans le déni, la mairie déplore pudiquement la « non-mixité sociale ».

Bien sûr, Planoise est depuis 2018 un « Quartier de reconquête républicaine ». Présent résultat du baptême : néant ; émeutes fréquentes et répression évanescence. Exemple : la nuit du Nouvel an 2019, un commando cagoulé incendie la fourrière municipale, 160 véhicules détruits. Envahi de fumées toxiques, le supermarché situé au-dessus a fermé pour 18 mois. Après la plupart de ces émeutes, sobre conclusion : « aucune interpellation n'a été immédiatement effectuée ».

Crime : Planoise est (entre autres) la plaque tournante du trafic d'héroïne, pour tout le grand-Est, jusqu'à Mulhouse. Selon le procureur : « un trafic de stupéfiants profondément enraciné...

⁹ *FR3 Régions* - 19/03/2020 « Besançon : à Planoise, des familles entières ont basculé dans la délinquance » - *Ouest-France* - 13/03/2020 « Quinze personnes mises en examen dans une affaire de fusillades et trafics de stupéfiants à Besançon » - *FR3 Régions* - 9/03/2020 « Besançon : ce que l'on sait de la fusillade qui a fait un mort et un blessé avenue Siffert » - *Le Monde* - 9/03/2020 « À Besançon, le quartier Planoise vit au rythme des règlements de compte » - *Actu17* - 9/03/2020 « Besançon : un mort et un blessé dans une fusillade en plein centre-ville » - *FR3 Régions* - 27/02/2020 « Besançon : un blessé et de nouveaux tirs ce jeudi en fin de journée à Planoise » - *BFMTV* - 27/02/2020 « Nouveaux tirs à Besançon : deux mineurs blessés dans le quartier de Planoise » - *Le Parisien* - 30/01/2020 « Dérive marseillaise à Besançon ».

Certaines familles ont basculé dans leur globalité dans la délinquance... des enfants de 13 à 15 ans sont sur des places de deal, à revendre des stupéfiants ». 15 à 20 « fours » en activité, où les toxicomanes sont accueillis et livrés par les gamins précités.

« Guerres territoriales »¹⁰ : conduites par des caïds en proie à « un sentiment de toute-puissance » (procureur dixit), elles opposent des tueurs surarmés, tirant les « charbonneurs » (dealers) rivaux depuis leurs voitures, ou en scooter. Bilan à fin juin 2020 : 11 blessés sérieux, 1 mort (ce dernier : 5 balles dans le corps, dont une en pleine tête ; 25 impacts sur son véhicule). Mais d'usage, il s'agit de « simples » tirs d'intimidation aux jambes.

À ce jour l'omerta de Planoise tient : nulle victime de ces « jambisations » n'a porté plainte. Le patron de la police judiciaire de Lyon parle ainsi de Planoise : « Les patrons des points de deal sont des négriers, des esclavagistes violents sans considération pour la vie de leurs congénères ». Certes, mais ces platoniques remarques ne font ni chaud ni froid aux intéressés.

NÎMES (30) Quartier Pissevin¹¹ - authentique champ de tir à la kalachnikov, où les fusillades sont répétitives, dit le Procureur local lui-même... Plus de commissariat sur place, se désole Ali K, représentant du comité de quartier... Tentatives d'assassinats (parfois réussies)... rues jonchées d'étuis de balles de fusils d'assaut. *Idem* dans deux autres coupe-gorge du secteur, Valdegour et Chemin-bas d'Avignon. Partout, des guetteurs et dealers en capuches... Permanentes « guerres de bandes rivales liées à des trafics d'armes et de stupéfiants » (le procureur, encore). La guerre de gangs de narcotrafiquants dure depuis janvier 2016 et rien, ni la police ni la justice en tout cas, ne semblent pouvoir y mettre fin.

MIRAMAS (13) Cité du Mercure¹² - Tirs de kalachnikov sur des façades... règlements de comptes ou actes d'intimidation entre bandes rivales ? Deux fusillades en une semaine. Plus sûrement, prémices de la conquête de certains « fours » des quartiers nord de Marseille, via Marignane. *Idem* dans la ville voisine de Port-de Bouc, cité de La Lèque, où un trafiquant de drogue a déjà été assassiné en 2015 : rafales d'intimidation sur des porches de la cité, tirées

¹⁰ L'expression est du préfet du Doubs.

¹¹ *20 Minutes+ Afp* - 22/02/2020 « Gard : le quartier de Pissevin à Nîmes, un des plus pauvres de France, est en colère et manifeste » - *20 Minutes* - 19/02/2020 « Nîmes : les quartiers font face à une inquiétante multiplication des tirs à l'arme automatique » - *20 Minutes* - 13/02/2020 « Nîmes : après une nouvelle fusillade à l'arme automatique, le maire demande à l'État d'intervenir » - *Actu17* - 11/02/2020 « Tirs de kalachnikov quartier Pissevin à Nîmes : 3 blessés dont un grave ».

¹² *AFP* - 4/02/2020 « Miramas : rafales en plein jour, messages d'intimidation dans les halls d'immeubles ».

par « des hommes en noir » armés de fusils d'assaut. Autres actes d'intimidation à Martigues, cité Paradis-Saint-Roch, où le maire communiste de la ville dépeint le projet criminel en quatre étapes : « On terrorise, on appauvrit, on fait fuir, on occupe le terrain ».

3 - Tutelle criminelle : qui, comment, pourquoi

« Tutelle criminelle » signifie que des gangs contrôlent ces zones chaotiques. Voyons précisément maintenant qui sont ces criminels, comment ils s'organisent et opèrent.

. *Le règne des gangs juvéniles* ¹³

Une forte majorité des exactions commises dans les zones hors-contrôle sont le fait d'entités criminelles à deux niveaux de « coagulation », pour user d'un terme médical :

- Les bandes organisées, avec un noyau dur central, stable et plus ou moins durable,
- Les meutes, assemblées pour quelque aubaine (pillage d'un commerce ou d'un camion, etc.) ; aussi, pour attaquer des policiers, gendarmes, pompiers, etc., osant envahir « leur » territoire ; enfin, pour une de ces émeutes désormais rituelles (14 juillet, *Halloween*, Semaine du nouvel an, etc.).

Les gangs sont d'usage plus claniques et les meutes, constituées sur la base du voisinage, du « patriotisme de cage d'escalier », etc.

Les gangs sont le plus souvent aux ordres de caïds locaux (gentiment appelés « grands frères » par la bienséance médiatique) qui les emploient, les paient, les dotent en petits boulots illicites (guetteur... dealer de base... livreurs dans la logistique des « fours » [points stables du narcotraffic], hôtes d'accueil de la clientèle toxicomane, etc.).

Les plus « doués », ou « méritants » rejoignent ensuite le noyau dur, formé, lui, de ce que la criminologie du XIXe siècle nommait les « criminels d'habitude », individus enracinés dans la vie criminelle et pour la plupart, n'envisageant plus d'en sortir.

Certains gangs juvéniles ont aussi une fonction « militaire » : renseignement, intimidation de gangsters rivaux, lynchages, expéditions punitives, etc.

¹³ *L'indépendant+CrimOrg* - 21-28/05/2020 « Perpignan : nombreux incidents entre gangs » - *Le Parisien* - 17/03/2020 « Blessé mortellement après une embrouille à la pizzeria » - *Le Parisien* - 9/03/2020 « Une bande campe au McDo » - *L'Union* - 6/03/2020 « Encore une bagarre... Ca m'étonne même plus »... « Cinq jeunes d'un même quartier écroués après des affrontements au centre-ville » - *Le Parisien* - 22/02/2020 « La guerre des bandes s'invite à Carré-Sénart » - *Le Parisien* - 10/02/2020 « L'inquiétante flambée de la délinquance des mineurs » - *L'Union* - 8/02/2020 « Ca courait de partout, ça criait on va les défoncer » - *Le Parisien* - 7/02/2020 « Deux blessés après une nouvelle rixe entre bandes » - *L'Union* - 7/02/2020 « Deux bandes s'affrontent au centre-ville » - *Le Parisien* 27/01/2020 « De nouveaux affrontements entre bandes » - *L'Union* - 26/01/2020 « Quatre blessés par balles et à coup de couteau » - *Le Parisien* - 22/01/2020 « L'inquiétante recrudescence des rixes entre bandes rivales » -

À un niveau supérieur, certains membres du noyau dur d'adultes deviennent des tueurs à part entière, pratiquant les enlèvements punitifs (mauvais payeurs, voleurs de drogue, etc.), les tirs sur des rivaux, en voiture ou à moto, les homicides ciblés de caïds ennemis, etc.

Souvent, les médias d'information relatent des affrontements entre bandes juvéniles rivales, mais en général, n'en comprennent pas le sens ni l'objectif - pas plus que la plupart des politiciens, d'ailleurs.

Ces batailles de bandes visent d'abord à aguerrir certains jeunes bandits, en vue d'une future carrière criminelle. C'est durant ces bagarres qu'on prend les réflexes, le coup d'œil, qu'on apprend à frapper, à se défendre. Si cela n'est pas acquis à l'adolescence, c'est trop tard. La survie criminelle (comme par ailleurs, la guérilla urbaine) dépend de réactions-éclair et de réflexes acquis dans la jeunesse. Par exemple, voilà pourquoi ETA au Pays basque et l'IRA en Irlande du Nord, envoyaient les activistes de leurs mouvements de jeunesse légaux affronter la police : pour de futurs clandestins, pas de meilleure école ¹⁴.

Toute bande, ou meute est à la base territoriale. Dès qu'il le peut, le gang « conquiert » un territoire qu'il occupe ensuite. Exemple (mars 2020) à Boussy-Saint-Antoine (Essonne), une meute de mineurs déscolarisés de 15 ans en moyenne « bien connus de la police »... violences en réunion, agressions, racket, agressions sexuelles, vol de commandes *Uber Eats*, etc., occupe le McDonald de la zone commerciale du Val d'Yerres. Au groupe original issu du quartier du Vieillet, à Quincy-sous-Sénart, s'agrègent des individus de Brunoy et de Combs-la-Ville. Motif original de l'occupation : les prises électriques du McDo et son Wi-Fi. Parfois, les forces de l'ordre en délogent ces parasites, qui reviennent peu après. Comme rien d'autre n'est fait par les autorités locales, un gang en bonne et due forme émergera donc bientôt ; qui, pour s'affirmer devra affronter les bandes avoisinantes.

Or le prétexte de ces affrontements est vite trouvé : ville, quartier, cité, contre les voisins : début 2020, dans la périphérie parisienne, c'est Thiais contre Orly... Charenton-le-Pont contre Alfortville...Choisy-le-Roi contre Champigny ou Bondy, à Corbeil-Essonnes, Montconseil contre Les Tarterêts ; Dans les Yvelines, Trappes (Les Merisiers) contre Saint-Cyr-l'École ; à Reims, Orgeval contre Croix-Rouge, ainsi de suite.

¹⁴ Il s'agit là bien sûr d'un point technique, non d'un jugement de valeur ou d'une équivalence.

Ces « guerres de bandes » sont toujours plus fréquentes, notamment en région parisienne. Elles impliquent parfois plusieurs dizaines d'individus ; Val d'Oise, de 2017 à 2019, + 62% de mineurs déferés, en général pour ces batailles de quartiers ¹⁵ ; la première expédition punitive sur un prétexte (« embrouille ») futile : mauvais regard, injure... subornation de petite copine, etc. ; suivie ensuite de divers « match retour ». Les défis, provocations, injures circulent par réseaux sociaux et les messengeries instantanées, attisant la rage et obligeant à la vengeance.

En pareil cas, « l'uniforme » compte : capuche, gants et foulard compliquent l'identification par vidéo urbaine, donc le travail de la police. Les armes utilisées sont blanches, ou « par destination » : bombes lacrymogènes, cutters, triques, couteaux, marteaux, poings américains. Parfois la bagarre vire à la guerre : blessés graves, voire décès ; enfin, c'est parfois l'escalade, la « courses aux armements », vers les armes à feu. Lors d'un affrontement local de 2016 par exemple, Adel (19 ans, de Montconseil) est tué d'une balle dans la tête par un bandit des Tarterêts (17 ans). Depuis, la guerre n'a pas cessé, faisant plusieurs blessés graves. En janvier 2020 encore, bataille devant une pizzeria de Bouffémont (Val d'Oise) entre une bande locale et une autre venue de Seine-Saint-Denis. Poignardé, un des bandits meurt ensuite à l'hôpital. Motif de l'affrontement ? La police n'en n'a aucune idée...

Ces affrontements concernent le plus souvent trois « fronts », ou champs de bataille :

- Les espaces neutres périurbains entre cités/gangs rivaux (parcs, jardins, esplanades, galeries marchandes des centres commerciaux, etc.) ;
- Les réseaux de transports type RER et d'abord, leurs gares,
- Les collèges et lycées, où deux membres de gangs hostiles se retrouvent face à face devant la porte d'entrée, dans un couloir, une cour de récréation, etc.

Et en cas de descente de police ou d'arrestations bien sûr, silence de mort - là encore, un utile entraînement pour une future carrière dans l'illicite...

. *Guerres de gangs, homicides, etc.* ¹⁶

¹⁵ Le Val-d'Oise est le département le plus « jeune » de France.

¹⁶ *Le Parisien* - 17/03/2020 « Hospitalisé avec huit balles dans la jambe » - *La Provence* - 13/03/2020 « Deux jeunes exécutés dans un ascenseur » - *L'Union* - 10/03/2020 « De la drogue et des coups de feu » - *Sud-Ouest* - 9/03/2020 « Un mort dans une fusillade à Agen » - *Le Parisien* - 7/03/2020 « Abattu de plusieurs balles dans la tête » - *La Provence* - 2/03/2020 & 3/03/2020 « Les Flamants : une guerre des gangs à l'origine de la terrible rixe »... « La PJ tire les fils d'une guerre des gangs » - *Le Parisien* - 29/02/2020 « Effroyable scène de guerre au cœur de la circulation sur l'A7 » - *Le Parisien* - 22/02/2020 « De plus en plus de vols avec séquestrations » - *Sud-Ouest* - 22/02/2020 « Un homme blessé par balles dans la rue » - *Le Parisien* - 5/02/2020 « Enlevé et passé à

Au sens strict du terme, le monde criminel est hors-la-loi. Nul litige entre bandits, portant sur des actes illicites (trafics... territoires... rivalités... concurrences...), n'est traduit en justice. Le « milieu » se fait « justice » lui-même. D'évidence encore, la plupart des sanctions judiciaires lui sont interdites - ou n'ont aucun sens pour lui : contravention... emprisonnement, etc. D'où, son échelle des peines assez courte : d'abord blesser un individu ou le rosser à titre d'avertissement. Si ça s'aggrave, on tue.

- Le « feu d'artifice » marseillais

Notamment, on tue souvent à Marseille. En général, les malfaiteurs ont une vision minimaliste de l'assassinat ; car bien mieux que les honnêtes gens, ils savent que la réciprocité existe : à vouloir tuer un rival, on peut être tué aussi. En outre, l'homicide réveille toujours les autorités. Mais la concentration criminelle des quartiers nord de Marseille est telle, et si énormes les enjeux des trafics qui s'y pratiquent, que le règlement de compte homicide y est plus pratiqué qu'à peu près partout ailleurs dans l'Union européenne. Sont ainsi assassinés : caïds rivaux, dealers concurrents, parents de cibles trop protégées ; plus les « erreurs judiciaires », individus tués par méprise car présents au mauvais endroit, au mauvais moment.

« Marseille n'est pas Chicago », gémissent d'usage les édiles du cru, à chaque tuerie-spectacle ; quand même, le côté Far-West y est indéniable. Exemples :

Mars 2020 - Cité de La Villette, Marseille IIIe, Youssouf H. (21 ans) et Samir M. (20 ans), déjà connus de la police, voient surgir devant eux un individu à capuche, armé. Ils se réfugient dans l'ascenseur, ou le tueur les crible ensemble de balles de 9mm.

Février 2020 : sur l'autoroute Aix-Marseille, la Chevrolet d'un notoire trafiquant de drogue de la cité de La Paternelle (XIVe) est longée par une Renault Captur, qui la crible de balles. La Chevrolet dérape jusqu'à la voie de gauche de l'autoroute. Sorti de la Renault (ensuite

tabac sur fond de trafic » - *La Provence* - 29/01/2020 « Un mineur de 16 ans blessé par balles » - *Le Parisien* - 29/01/2020 « Blessé par balles à la cité du Londeau » - *Le Parisien* - 29/01/2020 « Exécuté dans sa voiture » - *Le Parisien* - 23/01/2020 « Meurtre d'Issa : le conflit larvé s'était terminé dans une mare de sang » - *La Provence* - 20/01/2020 « Le Merlan : un homme de 23 ans abattu au fusil d'assaut » - *La Provence* - 19/01/2020 « Des tirs d'intimidation en pleine rue à Port-de-Bouc » - *Le Parisien* - 14/01/2020 « Un homme de 33 ans tué de deux balles »... « Il arnaque des dealers, son copain est séquestré » - *Le Parisien* - 13/01/2020 « Vodka, 25 ans, criblé de balles au pied d'un immeuble ». France-Info - 29/12/2019 « Marseille, un homme tué par balles : la piste du règlement de compte privilégiée » - BFMTV - 29/12/2019 « Marseille : un homme tué et un autre blessé par balles lors d'un probable règlement de compte » - France-Bleu Alsace - 13/12/2019 « Coup de filet à Belfort après un assassinat en Alsace : trois personnes mises en examen et écrouées » - Actu17 - 12/12/2019 « Un homme de 21 ans tué par balles en pleine rue à Avignon » - Actu17 - 11/12/2019 « Vénissieux, un homme de 19 ans tué de plusieurs balles en pleine rue » - Dernières nouvelles d'Alsace - 11/12/2020 « Tué d'une balle dans la tête au pied de son immeuble ».

incendiée dans la cité du Frais-Vallon, Marseille XIIIe) un individu achève la victime de plusieurs balles. Résultat : 100 km. de bouchons.

Janvier 2020 : à la cité du Merlan, un homme sorti à pied d'un restaurant est abattu d'une rafale de kalachnikov ; 12 étuis au sol. Un règlement de compte, pense la police.

Décembre 2019 : Un homme est abattu d'une rafale de fusil d'assaut, dans un gymnase de la cité de la Paternelle. 13 étuis de kalachnikov au sol, sur place.

- Homicides, partout ailleurs en France

Talence (Gironde) dans le secteur Quartier de Thouars - cité du Grand-Caillou, Eysines : en scooter, des hommes casqués tirent sur deux autres individus, à pied. L'un d'eux, 26 ans est tué. Il est connu de la police ; encore un règlement de compte.

Toulouse (Haute-Garonne), 21h 30, dans la zone hors-contrôle de Ranguel, un homme de 20 ans est abattu d'une balle dans la gorge. Pourquoi ? Mystère.

Avignon (Vaucluse), lors d'une fusillade, un homme de 21 ans est tué par balles en pleine rue, dans sa voiture. Munis d'armes de poing, les tueurs disparaissent.

Vénissieux (Rhône), un homme de 19 ans est tué boulevard Ambroise Croizat, au fusil à pompe et dans le dos.

Illzach (Haut-Rhin) Suite à l'assassinat du caïd Sofiane M., 32 ans, d'une balle dans la tête (septembre 2019), 5 gangsters rivaux sont arrêtés à Belfort. Ils détiennent 31 000 euros en espèces, de la cocaïne et du cannabis ; côté armement, de 3 armes de poing avec munitions et d'une (dangereuse) grenade défensive.

- ... Et en Île-de-France

Garges-lès-Gonesse : dans la zone hors-contrôle de la Dame-Blanche, un homme de 44 ans, connu de la police pour trafic de stupéfiants, est abattu de plusieurs balles dans la tête, sur le parking d'un centre commercial. 12 douilles au sol ; les tueurs fuient en voiture. Le 30 janvier au même endroit, tir aux jambes d'un autre malfaiteur.

Encore Garges-lès-Gonesse, cette fois dans la zone hors-contrôle de La Muette et toujours en janvier 2020, un homme de 31 ans est tué à 19h. de plusieurs balles de 9mm., sur le parking d'un supermarché. L'assassin fuit à pied. La victime, elle-même armée, est connue de la police : trafic de stupéfiants... vols avec violences... fusillade en décembre 2015. Toujours dans

ce secteur, le rappeur de Stains (93) « Samat » est assassiné en octobre 2019 sur le parking d'un McDo. Dans le déni, le maire de la ville parle d'« actes isolés ».

Stains (93) Omarou, dit « Vodka », comme d'usage connu pour trafic de stupéfiants, est criblé de balles devant chez lui. Les tueurs fuient. Selon les voisins « il y a régulièrement des coups de feu » dans le secteur. Le 15 juillet 2019, encore à Stains (Clos-Saint-Lazare) étaient assassinés par rafales de kalachnikov (15 étuis au sol) Bakary et Soriba lors d'un « règlement de compte entre clans rivaux, pour le contrôle des points de deal de la cité ».

- Mais voici de nouveaux venus...

Marseille XIVe, bain de sang à la cité des Flamants, bât.B4, deux blessés graves à la machette, un défenestré (volontaire ou non...) : un de ces affrontements désormais fréquents entre gangs nigériens. Arrivés depuis 2018, se disant demandeurs d'asile (à quel titre ?) ces criminels endurcis squattent depuis lors des immeubles aux Rosiers et aux Flamants (Marseille XIVe), au Château-du-Loup (Marseille Xe), etc., pratiquant, un sanglant racket intercommunautaire, un proxénétisme brutal, etc. Au rythme où vont ces guerres tribalo-criminelles, les homicides ne devraient plus tarder.

Villeneuve-Saint-Georges, quartier nommé « la petite Moldavie » où prédominent des marchands de sommeil du cru, un Moldave de 33 ans est tué de deux balles dans la poitrine à l'arrière d'une voiture. Nul dans le secteur n'a rien vu, ni songé à appeler la police.

- Tirs aux jambes et blessures

Infligeant de graves blessures, laissant la victime infirme, ces tirs sont destinés à terrifier les rivaux et la population du lieu. Leurs auteurs sont rarement identifiés - encore moins condamnés, ce qui renforce d'autant l'omerta locale.

Cité du Londeau, Noisy-le-Sec (93), près du « four » local : un homme de 20 ans, connu de la police, git dans une mare de sang, gravement blessé aux jambes par des tirs de fusil. Les deux tireurs ont fui, après avoir violemment frappé la victime au crâne, à coups de crosse. Un règlement de comptes de plus. La victime est muette : rien vu, rien à dire.

Chanteloup-les-Vignes (78), un homme de 42 ans git au sol, 8 balles de 9mm. dans les jambes. Bien connu de la police, il est cependant muet. Non-paiement d'une dette ? Deal hors de « son » territoire ? Tels sont les motifs usuels de ces « jambisations ».

Marseille XVe, quartier de la Cabucelle : deux hommes de 16 et 25 ans gravement blessés par tirs d'armes de gros calibre ; comme d'usage, ils restent muets.

Place Stalingrad, Paris (10^e/19^e), un homme de 22 ans reçoit, en pleine nuit, plusieurs balles dans les jambes ; règlement de compte, encore.

Ainsi de suite, semaine après semaine, dans toute la France sauvage.

- Enlèvements

Début 2020, dans la région parisienne, plusieurs cas de jeunes piétons enlevés en voiture, dépouillés de leur portefeuille, argent, portables, etc., ils sont libérés contre des rançons de ± 500 euros par les kidnappeurs (issus de zones hors-contrôle de l'Île-de-France) qui menacent leurs familles de représailles, s'ils portent plainte.

Eaubonne, Val d'Oise : un jeune a volé du cannabis à des dealers ; en retour, ceux-ci, séquestrent un ami du voleur, jusqu'à restitution de la drogue.

Mantes-la-Jolie (78), quartier hors-contrôle du Val-Fourré. Un jeune de 16 ans doit 1 000 euros de drogue à un dealer. Trois hommes enfoncent la porte du débiteur, le jettent dans une voiture et le retiennent dans une cave, jusqu'au paiement de la dette par sa famille. Interrogé ensuite par la police, la victime garde le silence.

. *L'activité criminelle des zones hors-contrôle* ¹⁷

Elle suppose d'abord le respect de la loi du silence : dans ces quartiers, la « balance » connaît un sort funeste. Exemple : à Champigny-sur-Marne, le commerce multi-services de Sohail T. (pourtant « issu de la diversité ») est braqué à répétition et Sohail lui-même, régulièrement battu par ses braqueurs. Chaque fois, des milliers d'euros de transferts d'argent (de familles immigrées pauvres) disparaissent. Jamais la moindre arrestation ; « dans la cité, personne ne voir rien ni ne parle aux policiers ». tel est l'ordre criminel.

- *Trafics de stupéfiants* : il suppose l'installation d'un « four », supermarché de la drogue stable, contrôlable et connu du public. D'où, vues dégagées et accès faciles à surveiller. Vous

¹⁷ *Le Parisien* - 7/03/2020 « À Vannes, un quartier lutte contre le trafic » - *Le Parisien* - 27/02/2020 « Le 93, capitale de la cigarette de contrebande » - *Le Parisien* - 11/02/2020 « Les proxénètes exploitaient 45 jeunes femmes vulnérables » - *Le Parisien* - 5/02/2020 « À Marlboro bled, les trafiquants prolifèrent... malgré Castaner » - *La Provence* - 5/02/2020 « Coke, shit : le boom des livraisons à domicile » - *Le Parisien* - 3/02/2020 « Immersion dans la cité du deal » - *CrimOrg+agences* - 24/01/2020 « Arrestation d'un poseur de narco-affiches » - *Le Parisien* - 23/01/2020 « Le réseau de contrebande de cigarettes faisait 250 clients par jour » - *La Provence* - 19/01/2020 « L'ado de 13 ans était séquestrée et prostituée ».

trouvez l'immeuble rêvé ? Le premier jour, les serrures du rez-de chaussée, hall d'entrée, etc., sont détruites, des vitres cassées. Contrôle des caves et parkings ; aussi, des ascenseurs.

Règles pour les habitants, s'ils tiennent à la vie : ne jamais regarder les bandits dans les yeux, ni même, par les fenêtres ; prévenir de toute visite étrangère, médecin, amis, etc., avec documents d'identité, de préférence. Tout piéton ou véhicule approchant est contrôlé par les guetteurs. Les sociétés d'entretien et de nettoyage voient leurs employés molestés et chassés. Les parties communes deviennent vite d'une saleté repoussante, épaves, déchets, rats. Les parcs de jeu voisins sont interdits aux enfants des résidents. Selon un travailleur social : au milieu de cette « catastrophe humanitaire », les habitants de telles cités « vivent un enfer ».

Les guetteurs sont payés de 50 à 100 euros par jour (nourris, avec un siège fourni), les vendeurs de base ou livreurs, de 300 à 500 euros. Salaires faciles à payer puisqu'un bon « four » rapporte 10 millions d'euros/an, avec un juteux taux de profit de \pm 40 à 50%. Le « four » tourne de midi à 2 heures du matin, week-ends inclus. Il est surveillé par des « choufs » (guetteurs) qui alertent à la moindre arrivée suspecte.

Au-dessus des vendeurs de base et des guetteurs, la hiérarchie du gang est la suivante : trésorier - chef de « four », « nourrices » (habitants soudoyés ou contraints de garder la drogue chez eux) ; plus haut, les fournisseurs, transporteurs et les livreurs à domicile. Au sommet, le caïd et sa narco-milice de tueurs. Une (rare) opération policière ? Une nouvelle équipe occupe les lieux en quelques heures.

Les ventes viennent à faiblir ? La publicité relance la machine. Récemment, près de Fontainebleau, des passants ont pu voir des affiches intitulées DROGUELAND, avec prix des stupéfiants en dessous : Chit... Beuh... Coke... Héro... dessous, l'adresse du « four ». Ou quelques promotions : briquets, feuilles de papier à rouler, etc.

Une rareté montée en épingle ? Selon le quotidien *La Provence*, Marseille seule compte 130 (cent trente) de ces « fours ».

- *Trafic de cigarettes* - Il y a des « fours » pour les stupéfiants, d'autres pour cigarettes de contrebande, ou contrefaites. En janvier 2020, la police en démantèle un, esplanade Jean-Jaurès à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne). 250 clients en moyenne par jour, le paquet de Marlboro à 5 euros ; les vendeurs, des clandestins, en écoulent 50 à 100 paquets par jour et gagnent un euro par paquet vendu. Des « choufs » aussi, comme pour la drogue - plus chichement payés :

20 euros par jour, plus un sandwich. Les trafiquants semi-grossistes de France achètent en Europe de l'Est les cartouches de contrebande à 20 euros.

Peu après, un entrepôt de ces cigarettes illicites est découvert à Villepinte : la Seine-Saint-Denis - côté cités hors-contrôle - est la base arrière de tout le trafic de tabac de l'Île-de-France. Dans ce lieu de stockage secret, 13 500 cartouches, ± 700 000 euros à la revente au détail ; ce, aux portes du nord-est de Paris, à Saint-Denis et maintes autres villes de la petite couronne parisienne, dans des « fours », épiceries complices, devant les gares, etc.

Toujours plus, ces cigarettes illicites sont contrefaites - alors, bien plus cancérogènes encore que les cigarettes licites de contrebande. Dans l'est de l'Europe surtout, 30 usines clandestines fabriquant des cigarettes sont démantelées au 1^{er} semestre de 2019.

- *Proxénétisme « de cités »* - Une cinquantaine de « filles » de 17 à 22 ans tenues d'avoir 6 à 10 clients par jour, parfois vendues 1 500 euros la tête à des confrères proxénète,... Une rotation permanente des lieux de prostitution (hôtels modestes, AirBnB...). Créé en 2018 à Persan-Beaumont (Val d'Oise) le gang de proxénètes, d'ex-trafiquants de drogue, d'armes ou petits braqueurs, rayonne vite sur Tours, Bordeaux, Strasbourg, etc.

La plupart des prostituées sont des fugueuses issues de la jungle urbaine de l'Île-de-France, en rupture familiale ou sociale, de parfois moins de 14 ans, souvent toxicomanes. Elles sont encadrées et exploitées par une structure criminelle copiée sur celle des « fours » de la drogue : « logisticiens » pour le transport des filles, leur ravitaillement en nourriture et stupéfiants ; « hébergeurs » pour les chambres et appartements, « publicitaires » pour les annonces sur des sites Internet spécialisés.

Des passes à 100 euros en moyenne ; le gang a en permanence 25 filles « au travail ». Rapide calcul : moyenne de 8 clients à 80 euros, 640 euros par fille et par jour de gain, 16 000 euros par jour pour 25 « gagneuses ». 22 jours de travail par mois (pour cause de règles), donc 352 000 euros par mois, 4,2 millions par an. Profit, tous frais déduits, plus de 2 millions d'euros par an. Ce, pour un - certes, important - gang de proxénètes de cités.

4 - Logique et pratique des émeutes ¹⁸

. Les territoires

À Villiers-le-Bel, Val d'Oise), une « cité fermée » parmi d'autres. De 2020 à 2030, l'ANRU (agence nationale de renouvellement urbain) dépensera encore 280 millions d'euros pour la ZAC Derrière-les-Murs (DLM) - Puits-la-Marlière - Le Village. Motif vaguement avoué : DLM a été l'épicentre des émeutes de 2007. D'ores et déjà, 810 logements sont réhabilités dans la ZAC - mais rien n'y fait : DLM « îlot refermé sur lui-même... reste le cœur impénétrable de la ZAC », où les forces de l'ordre et pompiers n'entrent presque jamais. En avril 2020, la police sait d'où venaient les incendiaires de la bibliothèque Aimé-Césaire de Villiers-le-Bel (*voir plus bas*) : de DLM, encore.

Il existe des dizaines de ces cités fermées en France, aberrations de l'urbanisme gauchiste de la décennie 1970 ¹⁹ devenues les quasi-impénétrables forteresses du crime et/ou du salafisme. Ensemble, ces fiefs criminels constituent la France sauvage.

. La jeunesse mobilisable

Projecteur sur un « quartier sensible » des Yvelines. Témoignage de patrouilleurs de la BAC-Yvelines sur les jeunes du lieu : « Des fois, ils descendent à 50... Respecter les règles ? Ils n'en n'ont rien à faire... Le message ne passe pas... Vous les verbalisez ? Ils vous disent qu'ils ne paieront pas l'amende ». Ces lucides et réalistes jeunes gens savent qu'au ministère de la

¹⁸ *Le Figaro* - 19/05/2020 « La culture anti-flics s'ancre dans le quotidien » - *Le Parisien* - 16/05/2020 « Les tirs de mortiers d'artifice, la nouvelle arme des quartiers » - *France-Info* - 27/04/2020 « Respect du confinement, trafics... On a l'impression que notre travail ne sert pas à grand-chose, déplorent ces policiers dans certains quartiers » - *Sud-Ouest* - 25/04/2020 « À Pau aussi, le feu en banlieue » - *Le Figaro* - 20/04/2020 « Les violences contre la police se multiplient dans les cités » - *Le Parisien* - 9/04/2020 « Poussée de fièvre entre jeunes et policiers dans les quartiers » - *Le Parisien* - 2/04/2020 « Villiers-le-Bel : la médiathèque Aimé-Césaire cambriolée et vandalisée » - *Actu17* - 3/03/2020 « Toulouse : ils montent à l'échelle et détruisent une caméra de la ville à coups de marteau, 2 interpellations » - *Ouest-France* - 1/03/2020 « Nantes : un bus et la bibliothèque d'une école incendiés dans les quartiers Nord » - *Actu17* - 29/02/2020 « Val-de-Marne : filmés et interpellés alors qu'ils découpaient un mât de vidéosurveillance à la disqueuse » - *Le Parisien* - 27/03/2020 « Pompiers et policiers tombent dans un guet-apens » - *Le Parisien* - 2/03/2020 « La tension monte à la Vigne-Blanche » - *Le Parisien* - 29/02 2020 « Arrêtés alors qu'ils découpent le mât de vidéosurveillance » - *Le Midi Libre* - 29/02 2020 « Kalachnikov : l'inquiétude monte dans les quartiers » - *Le Parisien* - 24/02/2020 « Dix ans pour tout changer à Derrière-les-Murs » - *France-Bleu-Bourgogne* - 11/02/2020 « Dijon : deux hommes interpellés pour avoir découpé à la disqueuse un poteau avec une caméra de surveillance » - *Actu17* - 15/12/2019 « Oise : une trentaine d'individus tendent un guet-apens aux policiers de Creil » - *Actu17* - 14/12/2019 « Montpellier : les pompiers tombent dans un guet-apens ».

¹⁹ Autre exemple de cité fermée : L'Écharde, à Compiègne, d'où « on n'entre et ne sort que par un endroit ». La cité est bien sûr sous la coupe de deux clans criminels, les C. et les M., des fratries de 8 à 10 enfants multipliant les règlements de compte. Amine M. et deux des frères C., dont Issa, sont déjà condamnés pour diverses « embrouilles » - mais que peut la justice, dans ce lieu où « obtenir du renseignement est très compliqué » ?

Justice, deux successifs ministres - membres du fan-club de Mme Traoré leur éviteront tout intempestif tracas.

. La logique territoriale

Pour un policier de terrain de la Seine-Saint-Denis, la logique territoriale des émeutiers est limpide « affirmer que c'est leur territoire, qu'ils le contrôlent ».

. Déjouer les contrôles (mâts de vidéosurveillance)

Contrôler un territoire, c'est d'abord y interdire toute surveillance. Qu'est-ce que la France sauvage ? L'ensemble de ces territoires où l'on abat les mâts portant les caméras de vidéosurveillance qui, par les centres de supervision urbaines, alertent les polices, nationale ou municipale. Des mâts sabotés pour protéger les « fours » (points de trafic) voisins.

Si la police décomptait précisément ces abattages de mâts de surveillance, elle identifierait vite les zones à risque. Mais, prisonnier de schémas vieillots, l'Intérieur est toujours dans la logique-Maigret « commission d'une infraction... Enquête... traduction en justice ». Même, ces symptomatiques abattages de mâts permettent ce « décèlement précoce » prôné par la criminologie moderne. Exemple : Dijon, quartier des Grésilles, février 2020 : deux bandits locaux découpent un de ces mâts à la disqueuse. Si, captant ce signal le renseignement local avait renforcé sa présence sur place, il surprenait et comprenait sans doute les prémices de la guerre Maghrébins-Tchéchènes qui y éclate environ un trimestre plus tard.

Hors Dijon, ces derniers mois, plusieurs mâts de vidéosurveillance sont ainsi abattus à Toulouse, Créteil, etc. Dans cette dernière ville, devant le « four » du Petit-Chou, le mât est même abattu... la nuit même de son installation. Facture, 35 000 euros. On rêve d'un ministère de l'Intérieur aussi réactif que les criminels...

. Pressions sur les forces de l'ordre

Dans les quartiers hors-contrôle et alentours, des policiers ou gendarmes hors-service sont pourchassés, injuriés, menacés, voire molestés... leurs logements portent des graffitis d'intimidation... leurs familles sont menacées... Bousculades, crachats, jets de bouteilles d'acides et tentatives d'homicide sont toujours plus fréquents. En 2019, pour motifs divers, 18 policiers ont été blessés chaque jour.

. L'armement : mortiers d'artifices, armes à feu

Mini-feu d'artifice, le mortier fut d'abord festif - le voici devenu l'arme N°1 de guérilla urbaine contre les forces de l'ordre, bien plus dangereuse en tir tendu que ces lanceurs de balles de défense (LBD) dont usent les forces de l'ordre, au grand émoi du journalisme libertaire. Les préfets multiplient les arrêtés d'interdiction de possession de ces mortiers ? Ivres d'impunité, à l'abri dans leurs fiefs, les émeutiers s'en moquent. Une « contravention de 4^e classe à 135 euros » ? Vaste rigolade des susdits.

Importés de Belgique, d'Allemagne, etc. ces mortiers coûtent de 15 à 20 euros pièce. Or lors des émeutes ci-après décrites, il s'en tire (dit la police) parfois une centaine par nuit et par « champ de bataille ». Question : qui paie à *chaque fois* ces 1 500 à 2 000 euros ? Des trafiquants de drogue ou proxénètes - et si oui, dans quel but ?

Silence des autorités sur la question. Fréquentes victimes de ces tirs, des pompiers alertent le SDIS-91, (Service départemental d'Incendie et de Secours-Essonne) donc le ministère de l'Intérieur et l'État : en mode autruche, la direction du SDIS répond « nous craignons qu'en parler soit contre-productif » ; un groupe de travail-bidon sur les mortiers avorte vite. Et désormais - aveu implicite, les pompiers sont TOUJOURS accompagnés de policiers lorsqu'ils doivent intervenir dans la France sauvage.

QUESTION - Le ministère de l'Intérieur dispose-t-il de cartes indiquant précisément les lieux où régulièrement :

- Des embuscades sont tendues aux forces de l'ordre ?
- Des mâts de vidéosurveillance sont détruits ?
- Les pompiers interviennent forcément accompagnés de policiers/gendarmes ?

Si non, pourquoi cette absence d'un élémentaire outil de renseignement criminel ?

Si oui, ce ministère pourrait-il avouer combien ces zones correspondent-elles à celles de la « politique de la ville » ou des « quartiers de reconquête républicaine », où des milliards sont gaspillés depuis des décennies, tandis qu'y règne l'anarchie et le chaos ?

Maintenant les armes de guerre qui abondent dans les quartiers hors-contrôle, où les kalachnikov, Uzi, etc., servent aux guerres territoriales entre gangs. Pour 2019, le seul Service régional de police judiciaire (SRPJ) de Montpellier a confisqué 75 fusils d'assaut sur son territoire (Montpellier... Nîmes... La Paillade... Perpignan...). Pour toute la France, on en avait récupéré 64 en 2012...

Signes de puissance, symboles de guerre à outrance, ces armes défendent d'abord des « fours » (supermarchés de la drogue) dont chacun rapporte de 15 000 à 50 000 euros par jour : les narcos ont les moyens de s'armer. De s'entraîner, aussi : naguère, les bandits de cités maîtrisaient mal ces bruyantes armes de guerre - d'où, exercice impossible sur le sol national. Désormais, un « séjour touristique » dans des pays d'Europe de l'est ou en Thaïlande permet d'accéder à de laxistes clubs de tir où, moyennant finance et sans scruter votre profil ni vos motivations, on fait en quelques séances de vous un tireur accompli à la kalach'.

. L'émeute proprement dite

Tout commence en général par un guet-apens : conteneurs à ordures incendiés, voire barricades improvisées à travers diverses artères, souvent de véritables « murs de flammes », éclairage urbain et mâts de vidéosurveillance incendiés ou sabotés, véhicules incendiés. Quand la police, les gendarmes ou les pompiers arrivent, la meute de 20 à 50 individus cagoulés et masqués jette sur eux, du voisinage ou des toits, une grêle de projectiles, du cocktail-Molotov aux pavés, plus bien sûr, les tirs de mortiers.

Tout cela, impossible sans préméditation. Une telle émeute se prépare, nécessite une logistique lourde, de fréquents échanges sur les réseaux sociaux, etc. Or 95 fois sur 100, elles ne sont suivies d'aucune arrestation. Quand parfois un lampiste s'y fait prendre, le voici face à une justice dirigée par le fan-club de Mme Traoré : bienveillance garantie, libération assurée. Résultat, quasiment 100% d'impunité : pourquoi donc se priver du plaisir ?

D'autant qu'après une telle émeute, confient des commissaires de police et officiers de gendarmerie, un prudent préfet leur « suggère » souvent de ne pas trop insister sur le secteur... Une élection approche... pas opportun, etc.

. les destructions symboliques : « Quand j'entends parler de culture... »

S'ils vivent calfeutrés dans leurs fiefs, les gangs de cités ne vivent pour autant pas sous cloche : des caïds, avocats et élus complices ou soudoyés, les tiennent informés des réactions de cette société en marge de laquelle ils vivent et qu'il leur faut savoir effrayer - pour mener à l'aise leur business criminel.

Effet maximum garanti s'ils s'attaquent à des symboles culturels, ils le savent : politiciens et hauts fonctionnaires se tordent les mains... gémissent devant l'acte incompréhensible... crient

au nihilisme. Puis, l'émotion dissipée, les mêmes évitent de cibler les incendiaires et vandales, pour « éviter de nouveaux drames ». Deux exemples :

Avril 2020, Villiers-le-Bel : la médiathèque Aimé-Césaire, symbole du service public et de la culture, est ravagée. Détail : elle est proche de la zone hors-contrôle de Derrière-les-Murs. Toute l'informatique et un coffre-fort volés ; tables, bureaux, photocopieurs et plantes vertes ravagés ; étagères de livres renversées et éparpillées, les extincteurs vidés dessus. Une « pique de rappel » en quelque sorte : fin novembre 2007, lors de précédentes émeutes, l'école et bibliothèque Louis-Jouvet, voisines, avait déjà été incendiées... Dans la grande série « banalités d'usage », le ministre de l'éducation d'alors avait gémi que « s'en prendre à la culture, c'est s'en prendre à la République », puis tout était rentré dans l'ordre : zéro arrestations... les contribuables paient la note... etc.

Mars 2020, quartiers nord de Nantes : énième nuit d'émeutes, multiples départs de feu, etc. La porte de la bibliothèque de l'école primaire publique Paul-Gauguin est fracturée, un scooter enflammé jeté dedans, l'incendie la ravage totalement. Alentours, un bus de ramassage scolaire est aussi incendié, ainsi que plusieurs autres véhicules.

5 - Police impuissante, politiciens et médias dans le déni ²⁰

Chaque gouvernement entame sa « politique de la ville » par le bienséant baptême des zones hors-contrôle. Macron *regnante*, les voici « Quartiers de reconquête républicaine » ou QRR ; certes, avouait le regretté M. Castaner, ils sont « en proie aux incivilités, raids motorisés et trafics », jurant aussitôt - pure galéjade marseillaise - « de ne pas céder un millimètre de République aux caïds ». En France métropolitaine, il y a donc en 2020 47 de ces QRR « gangrenés par la violence et le trafic de drogue », 4 en zone gendarmerie²¹. De maigres effectifs policiers complémentaires leurs sont alloués pour qu'ils y ciblent les trafics d'armes et de stupéfiants, le proxénétisme et, en prime, l'islam radical.

Quel effet sur le terrain ? Voyons la cité de La Castellane, Marseille 15^e : les services publics y ont disparu...la poste a fermé, le centre de protection maternelle et infantile, aussi... Reste un « centre social », premier employeur de la cité (27 emplois, ± 100 vacataires)... sans doute le seul, offrant des emplois licites. Une poignée de policiers en plus à La Castellane ? Résultat néant garanti.

D'autant plus que, telle qu'exercée à présent, la police de base n'effectue à peu près rien d'efficace ni de durable dans ces quartiers ; les hiérarchies policières ne disposant à ce jour d'aucunes sources d'information permanentes et pertinentes sur ces zones. Écoutons des syndicalistes policiers : alors que voyous des cités et anarchistes complices multiplient les actes d'espionnage anti-flic, renseignement vidéo, etc. ; plus leur propagande d'intimidation sur les réseaux sociaux arrosée de l'argent de Soros & co., avec l'objectif avéré de chasser les « keufs » de « leurs » quartiers, l'Intérieur ne dispose d'aucune base documentaire systématique et nationale sur les émeutiers, leur localisation, l'évolution de leurs techniques d'émeute ; ni même de la moindre cartographie des lieux d'agressions.

La encore, deux exemples, parmi des centaines d'autres :

. Pau, cité hors-contrôle de l'Ousse-des-Bois, 22 avril 2020 : émeute en règle, « individus cagoulés et masqués très mobiles », guet-apens tendus aux policiers, réverbères sabotés par destruction de leurs boîtiers électriques et quartier plongé dans le noir, incendie criminel de la

²⁰ *Sud-Ouest* - 23/04/2020 « Des policiers dénoncent un guet-apens » - *Le Parisien* - 22/04/2020 « Nouveaux affrontements entre jeunes et policiers » - *Le Parisien* - 12/04/2020 « La crainte de l'explosion sociale » - *Le Parisien* - 27/02/2020 « Valérie Pécresse présente (et recycle) son plan banlieue » - *Le Figaro* - 7/02/2020 « L'âpre reconquête républicaine des quartiers » - *La Provence* - 3/02/2020 « Nassim Khelladi, derrière le(s) mur(s) ».

²¹ Il est prévu 60 QRR en 2022.

chaufferie locale, 250 familles privés d'eau chaude et de chaleur. Qui tolérerait ça ? Eh bien, la France libertaire de Macron-Castaner car « il n'y a eu aucune interpellations suite à ces faits ».

. Au début du confinement, le ministère de l'Intérieur et sa domesticité médiatique prédisent l'« explosion sociale » des cités hors-contrôle. Or bien sûr, hormis de rares et brèves échauffourées touchant au pire 10% des quartiers en cause [voir annexe 2, p...] rien de tel n'advient. Commentaire embarrassé d'un « haut fonctionnaire de la Seine-Saint-Denis » : « C'est un mystère pour certains observateurs ». Décodeur : le « haut fonctionnaire » et ses subordonnés sont dans le brouillard et n'y comprennent rien.

Les politiciens libéraux ou « progressistes », déclinent sempiternellement le fameux « Plan Bonnemaison » de 1981 - celui-là même qui suscita le présent désastre. En février 2020 encore (près de quarante ans après...) Mme Valérie Pécresse présente ainsi son « Plan banlieue » : « prévention des violences entre jeunes... favoriser la mixité dans les quartiers... conférences dans les lycées... reconstruction de quartiers ²²... si les maires sont d'accord ». Pâle et ineffective tisane à usage médiatico-électoral ; effet néant sur le terrain garanti.

ÉLUCIDATION - bridée, brimée, sous-financée, la police n'en peut plus ²³

Préfecture de police-DSPAP, taux d'élucidation des cambriolages, 2019 : 11,4%,
(Décodage : près de 90% des cambrioleurs sont impunis)

Élucidation des cambriolages, zone police/DCSP (hors Paris) : Nord, 10% ; Rhône, 7 à 8%

Élucidation des vols avec violence, zone police : France entière : 13%
(Plus de 80% des agresseurs-voleurs sont impunis)

Vols à la tire (pickpockets) Paris : +29% en 2019 (± 60 000 connus) ²⁴

Vols à la tire (pickpockets) France, zone police : + 8% en 2019 (±73 800 connus)

Élucidation des Vols à la tire = DSPAP/PP/Paris : 7,6% - Paris intra-muros : 10,5%

DCSP hors Paris, 4,4%

²² Ce qui, dit-elle, a déjà coûté 235 millions d'euros à la région Île-de-France, de 2016 à 2020.

²³ *Le Figaro* - 11/02.2020 « La police nationale veut relever le défi de l'élucidation ».

²⁴ Pour ce type de vols, le chiffre noir est énorme : seuls ± 20% d'entre eux sont signalés aux autorités.

II - REMÈDE ? CE QU'EST LA « POLITIQUE DE LA VILLE »

*** Le chaos ci-dessus dépeint suscita voici quarante ans une « Politique de la ville » depuis lors sans cesse poursuivie et rabâchée, d'échec en désastres, façon agriculture soviétique : « le collectivisme a ruiné notre agriculture ? Un collectivisme plus sévère encore résoudra sans peine ce léger problème ». Comme le collectivisme soviétique, la « Politique de la ville » ne peut qu'échouer, car ayant pour socle deux négatives couches superposées, aboulie bureaucratique et bobards idéologiques, ci après tour à tour présentés.

5 - Paralysie et radotages officiels

Établir la paralysie et le radotage est enfantin. En mars 2018, le ministère de l'Intérieur publie une (énième) liste des "quartiers de reconquête républicaine". Mais au printemps 2015, un antérieur gouvernement avait établi (en douce, pour endormir l'opinion) une liste de 56 "Quartiers sensibles de non-droit" (*noter l'éloquent qualificatif*), où l'on retrouve, en plus détaillé, les mêmes quartiers qu'en 2018 ²⁵.

Et les cités et ensembles les plus "chauds" de ces deux listes - Les Minguettes à Vénissieux, par exemple [*voir note ..., annexe 1*] figuraient déjà en 1981 dans la première de ces listes de nos coupe-gorge ! Si, au fil des décennies et des milliards dépensés par dizaines, la "Politique de la ville" avait eu la moindre consistance ou utilité, pourquoi cinquante quartiers de France, signalés d'origine comme dangereuses zones interdites, figurent-ils toujours sur la liste-Collomb de 2018, 37 ans après ?

Ce que dit la presse de gauche : "La politique de la ville n'a pas empêché la ghettoïsation... la répétition des émeutes et la montée des bandes en lien avec les trafics de drogue" (*L'Obs*, 10/01/13) ; "Ghettoïsation d'une population issue de l'immigration maghrébine, désarroi social, chômage des jeunes, précarité, pauvreté, violence et trafics en tout genre... On meurt dans les cités sensibles plus que partout ailleurs en France (*Le Monde*, 7/06/13).

Radoter, c'est aussi multiplier les rapports, commissions et compte-rendu sur le sujet, sans rien de concret ensuite. Exemples.

Sénat, avril 2006 (cf. in fine, sources de l'étude) : la situation dans les banlieues chaudes, suite aux émeutes de novembre 2005 - " délinquants toujours plus jeunes... fort taux d'étrangers... immigration clandestine... faillite éducative... misère sociale... Contrôles d'identité répétitifs... habitat vertical... parties communes dégradées... épaves d'automobiles... enclavement... délinquance... représailles... économie souterraine... contrôle territorial par des malfaiteurs... Occupation des halls d'immeubles... rixes entre bandes... Absence de sanctions pénales... Sentiment de relégation... discriminations... Au Raincy (93) en 2005 (témoignage du commissaire) les mineurs commettent 83% des vols avec violence ; 71% du racket ; 75% des cambriolages et 89% des dégradations.

²⁵ Voir annexe, p...

Que faire, demande le rapporteur de cette mission banlieues du Sénat : la "reconquête des territoires" (idem, Collomb 2018...) et "recouper par cartographie la géographie de la politique de la Ville avec celle des violences urbaines". A l'époque "24 quartiers bénéficient d'un programme spécifique" mais existe "la nécessité d'élaborer un indicateur pertinent". Ce rapport officiel publié, la commission disparaît.

Novembre 2007 émeutes à Villiers-le-Bel après la mort de deux "jeunes" à moto, commerces pillés, école et bibliothèque incendiés : 90 policiers blessés par balles. 10 ans plus tard, sur place (*20 Minutes*, 25/11/17) "La situation sociale des habitants ne s'est pas améliorée... aggravation de la discrimination à l'embauche, à l'adresse..."

Juillet 2017 : suite à l'attaque d'octobre 2016 où deux policiers sont brûlés vifs et gravement blessés, un rapport officiel radiographie la Grande-Borne (Grigny-Viry-Chatillon, Essonne) "échec des politiques publiques... quartier enclavé, victime de la pauvreté et des trafics... Omniprésence de la délinquance locale... Les services publics ont déserté la ville face aux violences"... Le rapport s'alarme aussi du gaspillage des "centaines de millions d'euros investis par la Politique de la ville".

Le radotage et la paralysie, c'est cela.

6 - "Politique de la Ville" : bobards et milliards

Selon le "parti médiatique" (comme dit M. Mélenchon) et la majorité du personnel politique, les "quartiers populaires" sont "stigmatisés". Selon cette doctrine, ces "ghettos" concentrent la "misère française" ; des "bombes à retardement" dans une "situation dramatique", au bord de "l'explosion sociale". Dans ces "Territoires oubliés de la République", des "opprimés" sont "assignés à résidence dans des espaces de relégation périurbaine" - pire pour une jeunesse "abandonnée et méprisée".

Pour les hérauts les plus radicaux des "quartiers populaires", "discriminations" et "violence de l'État" excusent la violence des "dominés". Fin 2017, à Marseille, un Député de La République en Marche parle encore de "phénomène sociétal" et veut qu'un "comité interministériel soit créé pour apporter des réponses à cette problématique, emploi, éducation, transports".

Or ce pathos - lacrymale *novlangue*-Abbé-Pierre ayant désormais chassé l'analytique marxiste - est faux de part en part. Prouvons-le.

Quartiers populaires ? - comme l'ex-Allemagne de l'Est était une "démocratie populaire", des lieux que tous leurs habitants rêvent de fuir. Notamment de Seine Saint-Denis, Mecque de la Politique de la Ville - dont plus de 10 000 habitants fuient par an ; d'abord les Juifs et les gens âgés ²⁶, pour cause de criminalité. Dès 2006, la commissaire Lucienne Bui-Trong (section Villes et banlieues des RG), dit des populations livrées aux voyous : "Tous ceux qui le peuvent quittent le quartier".

Populations abandonnées ? - (Cour des comptes, février 2016) "Une part des crédits ANRU est consacrée au développement d'équipements publics : on constate même, à l'issue du PNRU, un taux d'équipements publics supérieur à la moyenne dans 43% de ces quartiers [nous soulignons]. (*Le Monde*, éditorial, 15/11/2017) "La Politique de la Ville, portée par une quinzaine de ministres et de dispositifs sans cesse renouvelés, soutenue par des crédits publics non négligeables, évaluée par mille rapports..."

²⁶ Insee Flash Ile-de-France N°25 - novembre 2017 - "La population de la Seine Saint-Denis à l'horizon 2050" - Solde migratoire annuel moyen 2013-2050, entre - 10 700 et - 11 100.

Populations reléguée, assignée à résidence ? - La Seine-Saint-Denis a le taux de migration résidentielle interdépartementale le plus élevé de toute l'Ile de France ²⁷.

Le terreau de la jeunesse de France ? - dans les quartiers de la politique de la ville (QPV), là où l'on tire à la Kalachnikov sur la police et où brûlent les voitures par milliers, vit ± 12% de la jeunesse (15-25 ans) de la métropole. Dans la calme France périphérique, grandes couronnes et espaces ruraux, vit ± 35% de cette jeunesse - avec une criminalité infime.

Les QPV, exclus de la solidarité nationale ? - (Observatoire national des villes, « Le PNRU à mi-parcours », 6/04/2017) L'État a déjà dépensé plus de 57 milliards (bien, *milliards*) d'euros ; engagements de l'État, 12,3 milliards, investissements, 45 milliards ; 1,6 million de logements à démolir... 142 000 logements reconstruits... 356 000 logements "résidentialisés"... Bien au contraire, l'action de l'État dans les QPV est pharaonique.

Résultat néant pour la « mixité sociale », objectif mille fois clamé ; de 2003 à 2013 dans l'habitat social des QPV :

- ménages les plus pauvres : de 45,6 à 45,9% (*encore plus de pauvres*),
- ménages les plus aisés : de 10 à 9,8% (*encore moins de "riches"*).

²⁷ Insee Première, 29 juin 2017. Taux de migration interdépartementale pour 1000 habitants : Seine Saint-Denis, - 8,53 ; Val-de-Marne, - 5,02 ; Hauts-de-Seine, - 2,78 ; Essonne-2, 06, etc.

Conclusion - Zones hors-contrôle : les métastases ²⁸

Comme tous les êtres humains - espèce invasive s'il en est - les bandits accroissent leur territoire dès qu'ils le peuvent. Comme mille fois répété, le fondement de la criminologie est un simplissime aphorisme « les malfaiteurs ne s'arrêtent que quand on les arrête ». On les laisse faire, par aboulie ou anarchisme mondain (Belloubet-Castaner...) ? Ils prolifèrent et métastasent vers de nouvelles « zones de virulence ». Exemples.

- Dans certaines zones, le mal est fait : en matière sanitaire, la région de Creil est d'ores et déjà un désert criminalisé. Plateau Rouher (15 000 habitants), subsistent 3 généralistes ; il y avait 11 médecins en 2008. Vu l'âge de ces « survivants » et leur non-remplacement, il n'y en aura plus un seul dans cinq ans (2025). Pourquoi les professionnels de la santé « votent-ils avec leurs pieds » ? Les médecins et leurs secrétaires sont agressés... Les pharmaciens, braqués... Leurs locaux et bureaux sans cesse cambriolés...

L'anarchie criminelle règne déjà au Plateau Rouher, haut lieu régional du trafic de stupéfiants. Plus largement dans le bassin de Creil, les braquages, cambriolages et attaques à la voiture-bélier se multiplient début 2020 : centre-ville (cinéma), zone commerciale (parfumerie, droguerie), zone industrielle, nul n'est épargné. Rodeurs, nomades ou « mineurs » : leurs raids nocturnes sont « en pleine croissance ».

- La gangrène criminelle gagne les centre-ville : Nantes, février 2020, 200 professionnels de la vie nocturne, hôteliers, restaurateurs et cafetiers du centre-ville, dénoncent la criminalisation ambiante : trafic de stupéfiants... bagarres et agressions (goulot de bouteille, couteau) jusqu'à l'aube... Vols de sacs et de portables... exhibitionnistes.. En 2019, les vols avec violence augmentent dans la ville, 3^e année consécutive. 2019 : + 22%. D'où, baisse de fréquentation du centre. Dernière semaine de février 2020, 28 cambriolages de commerçants dans la ville : boulangers, buralistes, débits de boissons, restaurants, etc.

²⁸ *Le Figaro* - 2/03/2020 « À Nantes, les commerçants du centre-ville en guerre contre les violences » *Le Parisien* - 30/02/2020 « Insécurité : qu'arrive-t-il à Nantes » - *Sud-Ouest* - 22/02/2020 « Deux commerces visés par des braqueurs » - *Sud-Ouest* - 19/02/2020 « Vol à main armée au Carrefour-Express » - *Sud-Ouest* - 6/02/2020 « La recrudescence des cambriolages mobilise » - *Le Parisien* - 5/02/2020 « On ne peut pas laisser gagner les bandits »... « Garges-lès-Gonesse : folle poursuite pour les braqueurs de la boulangerie » - *Le Parisien* - 4/02/2020 « Cambriolages : pas de mineurs dehors après 21 heures » - *Journal du Dimanche* - 2/02/2020 « À Nantes, le monde de la nuit se mobilise » - *Le Parisien* - 1/02/2020 « Cambriolages à la voiture-bélier » - *Le Parisien* - 22/01/2020 « Six palettes de maillots du PSG dérobées » - *Le Parisien* - 16/01/2020 « Situation explosive chez les professionnels de santé »... « Le gang des voleurs de banquettes démantelé » - *Sud-Ouest* - 15/01/2020 « Une station-service braquée lundi soir » - *Le Parisien* - 5/01/2020 « Épidémie... de cambriolages ».

- Venus par RER « du nord de Paris » ou de la Seine-Saint-Denis, des « individus itinérants », voyous des cités, nomades ou « Mineurs Non Accompagnés » (d'usage majeurs et chassant en meutes) ²⁹ pillent la région, d'usage paisible, de Sainte-Geneviève-des-Bois (50 cambriolages par mois début 2020...) et communes avoisinantes, dans l'Essonne.
- Un gang de la Seine-Saint-Denis (Bobigny, La Courneuve, le Blanc-Mesnil) vole désormais des voitures et accessoires (banquettes, autoradios...), dans toute l'Île-de France, plus l'Oise.
- Partant du quartier Bordeaux-maritime (QRR...), les cambriolages se multiplient alentours : Bacalan, etc. Bordeaux-centre et autres communes proches, Talence, Libourne, supermarchés, cafés-tabac, stations-service subissent nombre de vols avec armes par des braqueurs violents ; employés et commerçants frappés, etc. Dans les deux premières semaines de janvier 2020, autant de braquages à Bordeaux que dans tout 2019.
- Reims - pourquoi la « guerre » entre les quartiers Orgeval et Croix-Rouge s'embrase-t-elle soudain vers 2016, et perdure depuis lors ? Pourquoi ces « coups de feu tout le temps » ? Pourquoi « ces quartiers devenus le 9-3 » ? Du fait du relogement dans ces lieux de la périphérie de Reims « de gens d'Île-de-France... de populations de Seine-Saint-Denis qui n'ont aucune limite, que ce soit avec les armes ou avec la drogue ».

²⁹ Même clairement adultes, ces dangereux « mineurs » sont, par bienséance, remis à un service d'aide sociale à l'enfance qui les place (au frais du contribuable...) dans un foyer ou à l'hôtel, d'où ils fuguent à leur guise pour reprendre leurs prédations.

ANNEXES

1 - La "Politique de la ville" : Brève histoire

Le "Ministère de la Ville" est créé en 1991 sous F. Mitterrand ; de là à 2020, défilent 28 ministres en charge de la ville, ou ministres (entre autres) chargés de cette politique, ou ministres délégués, ou secrétaires d'État. Parmi ces éminences : Michel Delevoye, Bernard Tapie, Simone Veil, Éric Raoult, Xavier Emmanuelli, Claude Bartolone, Jean-Louis Borloo, Christine Boutin, Fadela Amara, Myriam el Khomri, Hélène Geoffroy, Richard Ferrand ; plus une pléthore d'inconnus et second couteaux. Soit en moyenne, un ministre (plein ou partiel) tous les \pm 13 mois.

Quarante-sept ans de "politique de la ville"

1972-1974 (Pierre Messmer, 1^e ministre du président Georges Pompidou) : première ébauche d'un outil ministériel spécifique "de la ville".

1977 - (V. Giscard d'Estaing) Plan "Habitat et vie sociale",

1981-83 - (F. Mitterrand) Plan "Développement social des quartiers" et "plan banlieue 89",
Telle qu'elle existe encore aujourd'hui, la "Politique de la Ville" est inventée au début du 1^e septennat de François Mitterrand (suite à "l'été chaud" des Minguettes³⁰ et aux "Rodéos" de Vénissieux, dans la région lyonnaise) ; elle vise à abolir les ghettos, à "rendre les quartiers sensibles à la République" et à y susciter des élites policées.

1991 - (M. Rocard) Loi d'orientation pour la ville,

1996 - (J. Chirac) Pacte de relance pour la ville ("Plan Marshall 1"),

1999-2001 - (L. Jospin) Rénovation urbaine et solidarité,

2003 - (JL. Borloo) Loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,

2008 - (N. Sarkozy) Espoir Banlieue ("Plan Marshall 2"),

2013 - Plan Hollande-Ayrault (renouvellement urbain... cohésion sociale...),

2014 - 2016 : grands bouleversements

2014 - Plan Vallaud-Belkacem, etc. Février : loi de programmation pour la ville et la cohésion

³⁰ Sans discontinuer depuis 1981, Les Minguettes sont sur toutes les listes, dans tous les plans visant à pacifier les fameux « territoires perdus ». Où en sommes-nous en 2020 ? *France 2* - 14/02/20 « Minguettes : la reconquête des bleus » : ce sempiternel « Quartier de reconquête républicaine », est « sous la coupe des trafiquants de drogue... zone de non-droit où il existe des points de deal tous les 100 mètres ». Insister serait cruel...

urbaine. Par la suite en 2015, les 751 Zones Urbaines Sensibles (ZUS) et les 2 492 quartiers sous contrat urbain de cohésion sociale (CUCS) sont remplacés par 1 436 Quartiers Prioritaires de la politique de la ville (QPV, concernant 8% de la population française).

2014-2016 : création et mise en place du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) qui fusionne la DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale) et le Secrétariat général du comité interministériel des villes (SG-CIV)

Dans cette période, le Programme national de rénovation urbaine (PNRU), accompagné d'un Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), cohabiteront jusqu'en 2021 minimum. Le PNRU concerne 196 quartiers prioritaires et le NPNRU 200 quartiers d'intérêt national. MAIS en ajoutant les quartiers d'intérêt régional à la liste, on arrive à 416 quartiers d'intérêt national ET régional.

2015 - plan post-attentats (*Charlie & Hyper-Casher*) "Égalité et citoyenneté, la République en actes". En 2015 encore, est fondé l'observatoire national de la politique de la ville, qui regroupe désormais l'Observatoire national des ZUS et le Comité d'évaluation de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Présidence Macron...

2017 (mai) Fusion de la "Politique de la Ville" et de la "Cohésion des territoires", avec Richard Ferrand comme (bref) ministre initial.

2018 (mai) Le président Macron enterre poliment les « Plans banlieue » et rend M. Borloo à ses chères études, après quelques annonces plutôt pâles et convenues. Il instaure aussi un fantomatique « Comité présidentiel des villes », depuis lors plongé dans une (sans doute finale) catalepsie.

2020 : le gouvernement de M. Castex comprend un ministère délégué chargé de la ville, confiée à une dame qui habilement, coche deux cases : sexe féminin et « diversité ».

Un ministère nomade

Vraie "patate chaude" ministérielle, le portefeuille de "la Ville" divague dès l'origine entre diverses tutelles : l'Équipement, l'Aménagement du territoire, l'Emploi et la solidarité, les

Affaires sociales du travail et de la solidarité, le Logement, le Travail-solidarité-fonction publique, l'Égalité des territoires et logement, la Jeunesse-sport-droit des femmes, la Cohésion des territoires. Selon les époques et circonstances diverses machines bureaucratiques gravitent autour de ce ministère-SDF : Commissariat général à l'égalité des territoires, Secrétariat général du Comité interministériel des Villes, Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, etc.

2 - « Zones sensibles », France métropolitaine : confinement et émeutes, mars-mai 2020

Partant de l'"Atlas des zones sensibles" [<https://sig.ville.gouv.fr/atlas/ZUS>] le Renseignement territorial classe depuis 2015 ces zones en quatre niveaux. Le tri entre les deux premiers niveaux étant bien sûr subjectif, nous les prenons ensemble pour base stable de cette étude, car les « pires » selon le classement policier ³¹:

« Niveau 1 : QSN (QUARTIERS SENSIBLES DE NON-DROIT) - Quartiers où règnent les bandes et la délinquance avec des faits de violences urbaines, fusillades ou règlements de comptes et trafic en tout genre. Ce sont les quartiers les plus "chauds" de France, considérés comme des zones de non-droit.

Niveau 2 : QSTD (QUARTIERS SENSIBLES TRÈS DIFFICILES) - Faits de délinquance réguliers et de toutes sortes. La plupart de ces quartiers furent auparavant des zones de non-droit. »

Niveau 1 : ± 58 quartiers et ensembles,

Niveau 2 : ± 160 quartiers et ensembles.

Pendant la période considérée :

Niveau 1 = Agités : 27

Niveau 1 = Calmes : 36

Niveau 2 = Agités : 25

Niveau 2 = Calmes : 136

Départements comprenant des villes ayant à la fois des quartiers de niveau 1 et 2 :

17 départements, 19 villes

Département	Ville	niveau 1	niveau 2
06 - Alpes maritimes	Nice	1	1
13 - Bouches-du Rhône	Marseille	11	9
30 - Gard	Nîmes	1	2
31 - Haute-Garonne	Toulouse	1	2
34 - Hérault	Montpellier	1	1
38 - Isère	Grenoble	3	1
44 - Loire atlantique	Nantes	1	3
59 - Nord	Roubaix	1	2

³¹ Certains quartiers et cités ayant été au fil du temps regroupés en ZUP ou "Grands Ensembles", ce décompte n'est pas simple : on compte ainsi 58 quartiers de niveau 1, comprenant ± 70 cités distinctes. *Idem* pour le niveau 2. Enfin, 9 des quartiers s'étant agités dans la période considérée n'étant ni de niveau 1 ni de niveau 2, de légers écarts existent dans les totaux affinis.

67 - Bas-Rhin	Strasbourg	2	2
68 - Mulhouse	Mulhouse	2	1
75 - Paris	Paris	2	3
76 - Seine maritime	Le Havre	1	1
80 - Somme	Amiens	1	1
84 - Vaucluse	Avignon	1	1
91 - Essonne	Corbeil-Essonnes	1	1
92 - Hauts-de-Seine	Nanterre	1	1
93 - Seine-Saint-Denis	Aubervilliers	1	1
	Saint-Denis	1	1
	Sevran	1	2

Cités de niveau 1 ou 2 ayant connu une phase d'agitation momentanée (1 soir) ou sporadique (\pm 3 soirs) du 15 mars 2020 au 6 mai 2020 ³²

(9 quartiers ou cités n'entrant ni dans le niveau 1, ni dans le 2, sont ici écartés)

*** Niveau 1 : cités & quartiers en gras

Dept.	Ville	Quartier ou cité, niveau (x)
26	Romans sur Isère	La Monnaie (2)
27	Évreux	La Madeleine (2)
30	Nîmes	Pissevin (1) Mas de Mingue (2)
31	Toulouse	La Reynerie, Le Mirail (1)
33	Bordeaux	Les Aubiers (2)
34	Béziers	La Devèze (2)
38	Grenoble	Mistral, La Villeneuve (1)
59	Roubaix	Trois-Ponts, l'Alma (1)
	Tourcoing	Croix-Rouge, ZUP Bourgogne (1)
60	Compiègne	Clos des Roses (2)
	Creil	Le Plateau (1)
64	Pau	L'Ousse-des-Bois (2)
67	Strasbourg	Neuhof (1), La Meinau (2)
69	Lyon	La Duchère (2)
	Rilleux-la-Pape	La Ville Nouvelle (2)
	Vaulx-en-Velin	Mas du Taureau (1)
76	Rouen	Les Hauts de Rouen (1)
78	Chanteloup-les-Vignes	La Noé (2)
	Les Mureaux	La Vigne-Blanche, Les Musiciens (1)
	Mantes-la-Jolie	Le Val-Fourré (1)
	Poissy	La Coudraie (2)
	Sartrouville	Cité des Indes (2)
	Trappes	Les Merisiers (1)
91	Étampes	Plateau de Guinette (2)

³² Nous parlons précisément ici d'actes localement collectifs et concertés : émeutes en bandes, guet-apens sur forces de l'ordre ou pompiers, incendies volontaires, caillassages, etc.

	Évry	Les Épinettes (2)
	Grigny	Grigny 2 (1)
92	Asnières	Grésillons, 4-Routes (2)
	Gennevilliers	Le Luth (1)
	Nanterre	Pablo Picasso (1)
	Villeneuve-la-Garenne	La Caravelle (2)
93	Aulnay-sous-Bois	Les 3 000 (1)
	Bobigny	Karl-Marx, etc. (2)
	Bondy	Quartiers Nord (2)
	Clichy-sous-Bois + Montfermeil	Les Bosquets (1)
	Drancy	L'Abreuvoir (2)
	La Courneuve	Les 4 000 (1)
	Montreuil	Bel-Air, La Noue (2)
	Neuilly-sur-Marne	Les Fauvettes (2)
	Noisy-le-Grand	Pavé-neuf (2)
	Saint-Denis	Les Francs-Moisins (1)
94	Champigny	Les Mordacs, Le Bois-L'Abbé (1)
	Créteil	Mont-Mesly (2)
	Fontenay-sous-Bois	Val de Fontenay (2)
	Vitry-sur-Seine	Balzac, Les Marronniers (1)
95	Villiers-le-Bel	La Cerisaie (2)

Quartiers et cités de niveau 1 & 2, restés calmes du 15 mars 2020 au 6 mai 2020

*** Niveau 1 : cités & quartiers en gras

Dept.	Ville	Quartier ou cité, niveau (x)
02	Saint-Quentin	ZUP Europe (2)
	Soissons	Presles (2)
06	Nice	L'Ariane (1), Les Moulins (2)
	Vallauris	La Zaine (2)
08	Charleville-Mézières	Ronde-Couture (2)
11	Carcassonne	La Conte - Ozanam (2)
13	Marseille (niveau 1)	3e - Bellevue - Félix Pyat
		11e - Bel-Air
		13e - Frais-Vallon, La Rose, Petit-Séminaire, Les Oliviers, Les Lauriers, Parc Corot
		14e - Picon-La Busserine, Font Vert, Le Mail, Les Flamants-Iris
		15e - Bassens, La Castellane, La Bricarde, La Solidarité - Parc Kallisté
	Marseille (niveau 2)	9e - Les Hauts de Mazargue (La Cayolle, La Soude)
		14e - Jean-Jaurès, Massalia, Maison-Blanche-Méditerranée, La Paternelle, Les Rosiers, Marine Bleu
		14e-15e - Le Castellans, La Maurelette,

		Les Micocouliers 15e - Campagne-Levêque, La Savine, La Viste, HLM Les Ayygalades, Plan d'Aou
	Arles	Barriol (2)
	Marignane	Florida, Parc Chaume (2)
	Salon-de-Provence	La Monaque (2)
14	Caen	La Guérinière, La Grâce de Dieu (2)
16	Angoulême	Basseau (2)
18	Bourges	Quartiers Nord (2)
21	Chenove	Le Mail (2)
	Dijon	Les Grésilles, Fontaine d'Ouche (2)
25	Audincourt	Champs-Montant (2)
	Besançon	Clairs-Soleils, Planoise (2)
	Montbéliard	Petite-Hollande (2)
	Valentigney	Les Bois (2)
26	Valence	Le Haut, Fontbarlettes (2)
27	Vernon	Valmeux, Boutardes (2)
28	Dreux	Plateau Est, Les Bates (2)
29	Brest	Pontanezen (2)
30	Nîmes	Chemin Bas d'Avignon (2)
31	Toulouse	Empalot, Les Izards (2)
33	Cenon, Floirac, Lormont	Le Grand Ensemble (2)
34	Montpellier	La Paillade - Hauts de Massane (1), Le Petit-Bard-Pergola (2)
35	Rennes	Le Blosne (2)
36	Châteauroux	ZUP Saint-Jean (2)
37	Tours	Le Sanitas (2)
	Joué-les-Tours	La Rabière (2)
39	Dole	Les Mesnils-Pasteurs (2)
41	Blois	ZUP Bégon, Croix-de-Chevalier (2)
44	Nantes	Bellevue (1), Malakoff, Brieil-Malville, Dervallières (2)
45	Orléans	L'Argonne, La Source (2)
47	Agen	Montanou (2)
49	Angers	Le Grand Pigeon, Montplaisir (2)
51	Reims	Croix-Rouge-Wilson, Orgeval (2)
52	Saint-Dizier	Vert-Bois (2)
54	Nancy	Haut du Lièvre, Plateau de la Haye (2)
56	Vannes	Kercado (2)
57	Metz	Bellecroix, Borny (2)
	Uckange	Grand Ensemble, Les Tilleuls (2)
	Woippy	Saint-Éloi (2)
59	Maubeuge	Les Épinettes (2)
	Mons-en-Barœul	Nouveau Mons (2)
	Wattrelos	Beaulieu (2)
60	Montataire	Les Martinets (2)

	Nogent-sur-Oise	Grand Ensemble (2)
	Méru	La Nacre (2)
61	Alençon	Courteille (2)
62	Avion	République (2)
	Lens	Grande Résidence (2)
63	Clermont-Ferrand	Quartiers nord, Saint-Jacques (2)
66	Perpignan	Saint-Jacques, Le Vernet (2)
68	Colmar	Europe (2)
	Mulhouse	Drouot (2)
69	Vénissieux	Les Minguettes (1)
	Bron	Tenaillon (2)
	Givors	Les Vergnes (2)
	Lyon 8e	États-Unis - Mermoz (2)
	Saint-Priest	Bel-Air (2)
	Villeurbanne	Les Buers (2)
71	Chalon-sur-Saône	Fontaine-aux-Loups (2)
72	Le Mans	Les Sablons (2)
73	Chambéry	ZUP du Haut (2)
75	Paris (niveau 1)	18e - La Goutte d'Or-Barbès 19e - Flandre
	Paris (niveau 2)	13e - Quartiers sud 19e - Place des Fêtes 20e - Belleville - Amandiers
76	Le Havre	Mont-Gaillard, La Forêt, Mare Rouge (1) - Caucrauville (2)
77	Dammarie-les-Lys	Plaine du Lys (2)
	Emerainville	Le Clos d'Emery (2)
	Meaux	Beauval-Pierre Collinet (1)
	Melun	Quartiers nord (2)
	Montereau-fault-Yonne	ZUP de Surville (2)
	Savigny-le-Temple	Centre-Ville, Droits de l'Homme (2)
	Torcy	Le Mail (2)
78	Ecquevilly	Cité du Parc (2)
80	Amiens	Quartiers nord (1), Étouvie (2)
83	La Seyne-sur-Mer	ZUP de Berthe (2)
	Fréjus	La Gabelle (2)
84	Avignon	Quartiers sud (Croix-des-Oiseaux, Monclar...) (1), Quartiers est (2)
	Cavaillon	Docteur-Aymé (2)
	Orange	Fourches Vieilles (2)
	Le Pontet	Cité Joffre (2)
87	Limoges	Beaubreuil (2)
89	Sens	Champs-Plaisants (2)
90	Belfort	Les résidences (2)
91	Athis-Mons	Le Noyer-Renard (2)
	Corbeil-Essonnes	Les Tarterêts (1), Montconseil (2)
	Courcouronnes	Le Canal (2)

	Evry	Les Pyramides (1)
	Grigny	La Grande-Borne (1)
	Les Ulis	Quartier ouest (2)
	Massy	Le Grand Ensemble (2)
	Montgeron + Vigneux-sur-Seine	La Prairie de l'Oly (2)
	Vigneux-sur-Seine	La Croix-Blanche (2)
92	Colombes	Les Fossés-Jean - Petit-Colombes (2)
93	Bobigny + Pantin	Les Courtilières, Pont de Pierre (2)
	Épinay-sur-Seine	Orgemont (1)
	Le Blanc-Mesnil	Quartiers nord (2)
	Pierrefitte-sur-Seine	Les Poètes (1)
	Saint-Denis	Quartiers nord (2)
	Saint-Ouen	Grand Ensemble (1)
	Sevran	Beaudottes (1) , Pont-Blanc, Rougemont (2)
	Stains	Clos Saint-Lazare (1)
	Tremblay-en-France	Grand Ensemble (2)
94	Orly	Pierre-au-Prêtre, Le Domaine, Gaziers, Aviateurs (2)
	Villejuif	Alexandre-Dumas (2)
	Villeneuve Saint-Georges	Quartier nord, Le Bois-Matard, Le Plateau (2)
	Villiers-sur-Marne	Les Hautes Noues (2)
95	Argenteuil	Le Val d'Argent (1)
	Cergy	Saint-Christophe (2)
	Garges-lès-Gonesse	Dame-Blanche, La Muette (1)
	Gonesse	La Fauconnière (2)
	Goussainville	Grandes Bornes, Buttes-aux-Oies (2)
	Saint-Gratien	Les Raguénets (2)
	Saint-Ouen-L'Aumône	Quartier Chennevières (2)

3 - Classement des « quartiers sensibles » par départements, en France métropolitaine (Renseignement Territorial + divers services de police - tenu à jour depuis avril 2015)

Par département, les villes à quartiers niveau 1 & 2

02 AISNE

Niveau 2 :

Saint Quentin : ZUP Europe

Soissons : Presles

06 ALPES MARITIMES

Niveau 1 :

Nice : l'Ariane

Niveau 2 :

Nice : les Moulins (Saint Augustin)

Vallauris : la Zaine

08 ARDENNES

Niveau 2 :

Charleville-Mézières : Ronde Couture

11 AUDE

Niveau 2 :

Carcassonne : la Conte / Ozanam

13 BOUCHES DU RHONE

Niveau 1 :

Marseille 3eme : Bellevue (Felix Pyat)

Marseille 11eme : Air Bel

Marseille 13eme : Frais Vallon-la Rose-Petit Séminaire / les Oliviers-les Lauriers-Parc Corot

Marseille 14eme : Picon-la Busserine - Font Vert - le Mail - les Flamants-Iris

Marseille 15eme : Bassens / la Castellane-la Bricarde / la Solidarité-Parc Kallisté

Niveau 2 :

Arles : Barriol

Marignane : Florida-Parc Chaume

Marseille 9eme : les Hauts de Mazargues (la Cayolle-la Soude)

Marseille 14eme : Jean Jaurès-Massalia-Maison Blanche-Méditerranée / la Paternelle / les Rosiers-Marine Bleu

Marseille 14eme et 15eme : le Castellans-la Maurelette-le Micocouliers

Marseille 15eme : Campagne Levêque / la Savine / la Viste-HLM les Aygalades / Plan d'Aou

Salon de Provence : la Monaque

14 CALVADOS

Niveau 2 :

Caen : la Guérinière-la Grace de Dieu

16 CHARENTE

Niveau 2 :

Angoulême : Basseau

18 CHER

Niveau 2 :

Bourges : Quartiers Nord (Chancellerie-Gibjonc-Turly-le Moulon)

21 COTE D'OR

Niveau 2 :

Chenove : le Mail

Dijon : les Grésilles / Fontaine d'Ouche

25 DOUBS

Niveau 2 :

Montbéliard : Petite Hollande

Audincourt : Champs Montants

Besançon : Clairs Soleils / Planoise

Valentigney : les Buis

26 DROME

Niveau 2 :

Valence : Le Haut (Fontbarlettes-le Plan)

Romans sur Isère : la Monnaie

27 EURE

Niveau 2 :

Evreux : la Madeleine

Vernon : Valmeux-Boutardes

28 EURE ET LOIR

Niveau 2 :

Dreux : Plateau Est (Lièvre d'Or- la Croix Tienac-les Chamards-Oriels) / les Bates

29 FINISTERE

Niveau 2 :

Brest : Pontanezen

30 GARD

Niveau 1 :

Nîmes : ZUP Pissevin-Valdegour

Niveau 2 :

Nîmes : Mas de Mingue / Chemin bas d'Avignon

31 HAUTE GARONNE

Niveau 1 :

Toulouse : le Grand Mirail (Reynerie-Bellefontaine-Faourette-Bagatelle-Bordelongue)

Niveau 2 :

Toulouse : Empalot / les Izards

33 GIRONDE

Niveau 2 :

Bordeaux : les Aubiers

Cenon, Floirac et Lormont : le Grand Ensemble

34 HERAULT

Niveau 1 :

Montpellier : la Paillade-Hauts de Massane

Niveau 2 :

Bezièrs : la Devèze

Montpellier : le Petit Bard-Pergola

Sète : Ile de Thau

35 ILLE ET VILLAIN

Niveau 2 :

Rennes : le Blosne

36 INDRE

Niveau 2 :

Chateauroux : ZUP Saint Jean

37 INDRE ET LOIRE

Niveau 2 :

Tours : le Sanitas

Joué les Tours : la Rabière

38 ISERE

Niveau 1 :

Grenoble-Echiroles : la Villeneuve (Arlequins-Baladins-Village Olympique-Malherbe/les Essarts Surieux) / Mistral

Niveau 2 :

Grenoble : Teisseire

39 JURA

Niveau 2 :

Dole : les Mesnils Pasteurs

41 LOIR ET CHER

Niveau 2 :

Blois : ZUP Bégon-Croix de Chevalier

42 LOIRE

Niveau 2 :

Saint Etienne : Montreynaud

44 LOIRE ATLANTIQUE

Niveau 1 :

Nantes et Saint Herblain : Bellevue

Niveau 2 :

Nantes : Malakoff / Breil-Malville / Dervallières

45 LOIRET

Niveau 2 :

Orléans : l'Argonne / la Source

47 LOT ET GARONNE

Niveau 2 :

Agen : Montanou

49 MAINE ET LOIRE

Niveau 2 :

Angers : le Grand Pigeon / Montplaisir

51 MARNE

Niveau 2 :

Reims : Croix Rouge-Wilson / Orgeval

52 HAUTE MARNE

Niveau 2 :

Saint-Dizier : Vert Bois

54 MEURTHE ET MOSELLE

Niveau 2 :

Nancy : Haut du Lièvre-Plateau de la Haye

Laxou : les Provinces

Vandœuvre-les-Nancy : Nations

56 MORBIHAN

Niveau 2 :

Vannes : Kercado

57 MOSELLE

Niveau 2 :

Metz : Bellecroix / Borny

Woippy : Saint Eloi

Uckange : Grand Ensemble-les Tilleuls

59 NORD

Niveau 1 :

Lille : Quartiers Sud (Faubourg de Bethune-Belfort-Moulins-l'Epi du Soleil)

Roubaix : Quartiers Nord (l'Alma-Gare - Hommelet - Fosses aux Chênes - Cul du Four)

Tourcoing : la Bourgogne

Niveau 2 :

Hem : Hauts Champs

Maubeuge : Epinettes

Mons-en-Baroeul : Nouveau Mons

Roubaix : l'Epeûle / Pile-Trois Ponts

Wattrelos : Beaulieu

60 OISE

Niveau 1 :

Creil : les Hauts (Plateau Rouher-les Cavées-ZAC du Moulin)

Niveau 2 :

Montataire : les Martinets

Nogent sur Oise : Grand Ensemble (les Rochers(ex Commanderie)-les Obiers-Granges)

Beauvais : Saint Jean

Compiègne : Clos des Roses

Méru : la Nacre

61 ORNE

Niveau 2 :

Alençon : Courteille

62 PAS DE CALAIS

Niveau 2 :

Avion : République

Lens : Grande Résidence

63 PUY DE DOME

Niveau 2 :

Clermont Ferrand : Quartiers Nord (Croix de Neyrat-la Gauthière-Champratel-les Vergnes) /
Saint Jacques

64 PYRENEES ATLANTIQUE

Niveau 2 :

Pau : Ousse des Bois

66 PYRENEES ORIENTALES

Niveau 2 :

Perpignan : Saint Jacques / le Vernet

67 BAS RHIN

Niveau 1 :

Strasbourg : HautePierre / Neuhof

Niveau 2 :

Strasbourg : Cronembourg / La Meinau

68 HAUT RHIN

Niveau 1 :

Mulhouse : Bourtzwiller (Brossolette) / les Coteaux

Niveau 2 :

Colmar : Europe

Mulhouse : Drouot

69 RHONE

Niveau 1 :

Vaulx-en-Velin : Mas du Taureau

Vénissieux : les Minguettes

Niveau 2 :

Bron : Teraillon

Givors : les Vergnes
Lyon 8eme : Etats Unis-Mermoz / (9eme) : la Duchère
Rillieux la Pape : Ville Nouvelle
Saint-Priest : Bel Air
Villeurbanne : les Buers

71 SAÔNE ET LOIRE

Niveau 2 :
Chalon sur Saône : Fontaine aux Loups (le Stade)

72 SARTHE

Niveau 2 :
Le Mans : les Sablons

73 SAVOIE

Niveau 2 :
Chambéry : Le Haut (ZUP)

75 PARIS

Niveau 1 :
Paris 18eme : la Goutte d'Or-Barbès / (19eme): Flandre (Cambrai-Curial-Riquet-Stalingrad)

Niveau 2 :
Paris 13eme : Quartiers Sud / (19eme) Place des Fêtes / (20eme) Belleville-Amandiers / Saint-Blaise

76 SEINE MARITIME

Niveau 1 :
Le Havre : Mont Gaillard-La Foret-Mare Rouge (Bois de Bleville)
Rouen : les Hauts (Lombardie-Le Chatelet-La Grand-Mare)

Niveau 2 :
Le Havre : Caucriauville

77 SEINE ET MARNE

Niveau 1 :
Meaux : Beauval-Pierre Collinet

Niveau 2 :
Dammarie-les-Lys : la Plaine du Lys
Emerainville : le Clos d'Emery
Melun : Quartier Nord
Montereau-Fault-Yonne : ZUP de Surville
Savigny le Temple : Centre Ville-Droits de l'Homme
Torcy : le Mail

78 YVELINES

Niveau 1 :

Les Mureaux : Bougimonts - Vigne Blanche - Les Musiciens

Mantes la Jolie : Val Fourré

Trappes : les Merisiers

Niveau 2 :

Chanteloup-les-Vignes : ZAC de la Noé

Écquevilly : Cité du Parc

La Verrière : le Bois de l'Étang

Mantes la Ville : les Merisiers-Plaisance

Poissy : Beauregard-la Coudraie

Sartrouville : Cité des Indes

80 SOMME

Niveau 1 :

Amiens : Quartier Nord

Niveau 2 :

Amiens : Etouvie

83 VAR

Niveau 2 :

La Seyne sur Mer : ZUP de Berthe

Fréjus : la Gabelle

84 VAUCLUSE

Niveau 1 :

Avignon : Quartiers Sud: (la Rocade-Barbiere-Croix des Oiseaux-Monclar-Saint Chamand)

Niveau 2 :

Avignon: Quartiers Est : (Saint Jean-la Reine-Grange d'Orel)

Cavaillon : Docteur Ayme

Orange : Fourchesvieilles

Le Pontet : Cité Joffre

87 HAUTE VIENNE

Niveau 2 :

Limoges : Beaubreuil

89 YONNE

Niveau 2 :

Sens : Champs Plaisants

90 TERRITOIRE DE BELFORT

Niveau 2 :

Belfort : les Résidences

91 ESSONNE

Niveau 1 :

Corbeil-Essonnes : les Tarterêts

Evry : les Pyramides

Grigny : la Grande Borne / Grigny 2

Niveau 2 :

Athis-Mons : le Noyer Renard

Corbeil-Essonnes : Montconseil

Courcouronnes : le Canal

Etampes : le Plateau de la Guinette

Evry : les Aunettes-Epinettes

Les Ulis : Quartier Ouest

Massy : le Grand Ensemble

Montgeron et Vigneux-sur-Seine : la Prairie de l'Oly

Vigneux-sur-Seine : la Croix Blanche

92 HAUTS DE SEINE

Niveau 1 :

Gennevilliers : le Luth

Nanterre : Pablo Picasso

Niveau 2 :

Asnières sur Seine : Quartier Nord

Colombes : les Fossés-Jean / Petit Colombes

Nanterre : Petit Nanterre - Chemins de l'île

Villeneuve la Garenne : la Caravelle-Seine Sablière

93 SEINE SAINT DENIS

Niveau 1 :

Aubervilliers : les 4 Chemins

Aulnay sous Bois : les 3000

Clichy sous Bois-Montfermeil : le Grand Ensemble

Epinay sur Seine : Orgemont

La Courneuve : les 4000

Saint Denis : les Francs-Moisins

Saint Ouen : Grand Ensemble (Arago-Cordon-8-Mai-1945-Soubise-Dhalenne-Charles-Schmidt-Paul Vaillant-Zola)

Sevran : les Beaudottes

Pierrefitte sur Seine : les Poètes (Cité Rose)

Stains : Clos saint Lazare-Allende

Niveau 2 :

Aubervilliers et Saint Denis : le Landy

Bobigny : Karl Marx-Paul Eluard
Bobigny et Drancy : l'Abreuvoir
Bobigny et Pantin : les Courtillères-Pont de Pierre
Bondy : Quartier Nord
Le Blanc Mesnil : Quartier Nord
Montreuil : Grand Pêcheurs-Bel Air / la Noue
Neuilly sur Marne : les Fauvettes
Noisy le Grand : Pavé Neuf
Saint Denis : Quartiers Nord (Cité Allende-Floréal Saussaie-Peri-Langevin-Stalingrad-Politzer-Semard-Delaune-Guynemer)
Sevran : Pont Blanc / Rougemont
Tremblay en France : Grand Ensemble

94 VAL DE MARNE

Niveau 1 :

Champigny sur Marne : le Bois de l'Abbé-Mordacs
Vitry sur Seine : Balzac-Marronniers

Niveau 2 :

Créteil : Mont-Mesly
Fontenay-sous-Bois : le Val de Fontenay
Orly : Pierre au Prêtre-Le Domaine-Gaziers-Aviateurs
Villejuif : Alexandre Dumas
Villeneuve saint Georges : Quartier Nord / le Bois Matard-le Plateau
Villiers sur Marne : les Hautes Noues

95 VAL D'OISE

Niveau 1 :

Argenteuil : Val d'Argent
Garges les Gonesse : Dame Blanche-la Muette
Sarcelles : les Lochères

Niveau 2 :

Cergy : Saint Christophe
Gonesse : la Fauconnière
Goussainville : les Grandes Bornes-Buttes aux Oies
Saint Gratien : les Raguenets
Saint-Ouen l'Aumône : Chennevières
Villiers le Bel : ZAC-Puits la Marlière-les Bleuets

Sources de l'étude : enquêtes plus anciennes et documents divers

2017

(15 novembre) *Le Monde* "L'éternel retour de la politique de la ville"

(6 octobre) *Le Parisien* "Politique de la ville - dans certains territoires, on est au bord de l'explosion sociale"

(25 avril) *Le Monde* "La rénovation urbaine, trop timide pour enrayer la paupérisation des quartiers sensibles"

2016

(26 septembre) *AFP* "Quartiers populaires : le gouvernement veut lutter contre la stigmatisation"

(31 août) *Le Point* "Seine-Saint-Denis : portrait d'un département sensible"

(26 juillet) *Le Figaro+AFP* "Grigny : l'Etat analyse l'apartheid social et territorial"

(3 mai) *Le Point+AFP* "Dans les quartiers populaires, les inégalités persistent"

(Février) Cour des Comptes - Rapport public annuel - "La politique de la ville, un cadre rénové, des priorités à préciser"

1999

(Avril) *Le Monde diplomatique* "L'idéologie de l'insécurité - les Renseignements généraux à la découverte des quartiers"

PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

Étude publiée par Patriots for Europe Foundation

25 Boulevard Romain Rolland – 75014 – Paris – France

Numéro de SIRET : 823 400 239 00021

Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo

Directeur : Raphaël Audouard

Publiée en 2020

contact@pfe-foundation.eu

www.pfe-foundation.eu

La Patriots for Europe Foundation est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication. Cette publication n'est pas destinée à la vente.